

# ***l'Anti*capitaliste**

n°647 | 2 février 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**MACRON SI TU NOUS METS 64,  
ON TE RE-MAI 68**



**LE 7 ET LE 11 FÉVRIER,  
PLUS FORTS EN GRÈVE  
ET DANS LA RUE !**

## **Dossier**

**TRAVAILLER MOINS,  
TRAVAILLER MIEUX,  
TRAVAILLER TOU·TE·S**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Une « société sans  
travail, sans effort », oui,  
c'est possible!** Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Féminisme. Toujours  
plus de raisons de se  
battre pour les salaires  
et les retraites** Page 3

## **ACTU INTERNATIONALE**

**USA. La police de  
Memphis bat un homme  
à mort, protestations  
dans tout le pays**  
Page 4

**Cameroun. Le silence ou  
la mort** Page 5

## **ACTU SOCIALE**

**Bolloré Logistics.  
« On assiste à une  
minimisation des risques  
industriels. Les incidents  
et accidents restent à un  
très haut niveau »**  
Page 8

**Sans-papierEs.  
Poursuivre la  
mobilisation contre la loi  
Darmanin le 18 février  
et le 25 mars**  
Page 9

## **LIBRE EXPRESSION**

**Économie. Comment  
interpréter l'actuelle  
crise des GAFAM?**  
Page 12



édito

Par **FABIENNE DOLET**

## Une « société sans travail, sans effort », oui, c'est possible!

**A** lors que le gouvernement prétendait hier encore faire de la pédagogie sur sa réforme des retraites, avec le succès que l'on sait, il en est un parmi les ministres qui n'a pas hésité à poser le débat sur un tout autre ton : Gérald Darmanin ! Le ministre de l'Intérieur, fidèle à son mentor Nicolas Sarkozy, a su reprendre les poncifs chers à son électeur dans un entretien au *Parisien* le 28 janvier, taxant au passage Sandrine Rousseau et Jean-Luc Mélenchon de « gauchisme paresse et bobo » qui défendraient une « société sans travail, sans effort ». Pour la pédagogie, on repassera ! Pour la clarté de vue des intérêts de son camp en revanche, Darmanin n'a pas flanché en affirmant que « le travail, c'est une belle valeur. À mes yeux, c'est même le débat principal qui est posé en ce moment : celui du choix de société que nous voulons, une société de travail et de mérite ». En effet, les opposantEs à la contre-réforme ont l'air d'avoir une réponse dans ce débat... Et pas tout à fait la même !

En fustigeant ses adversaires politiques à qui il prête « un profond mépris de la valeur travail que défendent les ouvriers et les classes populaires », Darmanin cherche à diviser le front uni qui s'exprime dans la rue. La manœuvre pourrait bien tourner court tant ce discours servi depuis 15 ans à toutes les sauces, de gauche comme de droite, entre en conflit avec la réalité simple, vivante et quotidienne des travailleurEs. La répartition des richesses toujours plus inégale, les politiques menées pour la spéculation, l'enrichissement des riches contre les pauvres, y compris ceux qui travaillent, ne s'effaceront pas derrière les leçons de morale.

Car qui peut encore croire que c'est le travail et le mérite qui gouvernent cette société quand la loi du profit conduit à la destruction de la planète, à la chasse aux pauvres, à la précarisation généralisée du salariat, au rejet raciste et à la disparition des services publics et des biens communs ?

Oui, nous savons, n'en déplaise au *Monde*, qui voudrait que « la gauche soit forcée d'examiner son rapport au travail »<sup>1</sup>, quelle valeur attribuer au travail et nous l'avons toujours su, contrairement à d'autres à gauche. Dans ce combat comme dans les précédents, nous refusons la domination d'une classe sur une autre par l'exploitation. Pour nous, comme le disait Karl Marx, « le royaume de la liberté commence là où l'on cesse de travailler par nécessité ».

1 - Julie Carriat, « La gauche forcée d'examiner son rapport au travail », *le Monde*, 2 février 2023.

# À la Une

## RETRAITES Rien à attendre du Parlement, construisons une grève dure et qui dure!

*La mobilisation du 31 janvier a été un succès. Deux millions et demi de personnes ont battu le pavé. Plus que le 19 janvier, qui avait déjà été une réussite. L'heure est désormais à l'intensification de la mobilisation : battre le fer tant qu'il est chaud, pour mettre en minorité le gouvernement et imposer le retrait pur et simple de la réforme.*

« **B** ordélisation », « paresseux », « bobos »... Les provocations d'un gouvernement de moins en moins légitime mais toujours aussi méprisant n'ont pas enrayé la détermination. Malgré les fins de non-recevoir de la Première ministre — les 64 ans seraient un compromis « non négociable », la mobilisation s'ancre avec des manifestations massives dans toutes les villes. Elle s'élargit avec l'apport de nouveaux manifestantEs provenant notamment de la jeunesse scolarisée et du secteur privé.

### Une colère qui grandit

La stratégie d'enfumage du gouvernement est un échec, tout comme celle de la « pédagogie » mensongère voulant nous faire avaler que les femmes ne seraient pas pénalisées par la réforme. Les travailleurEs ont bien compris que cette réforme n'est ni juste ni indispensable. Au-delà, c'est un ras-le-bol généralisé face à la situation économique et sociale que traduit l'ampleur de la mobilisation. Pensions faibles, bas salaires, inflation, factures d'électricité : les colères s'agrègent et c'est l'ensemble de la politique de ce gouvernement, injuste et autoritaire, qui est contestée.

Le gouvernement Macron voudrait nous faire croire, comme Margaret Thatcher en son temps, qu'il n'y aurait pas d'alternative aux options capitalistes. Pourtant l'argent ne manque pas quand la macronie va-t-en guerre attribue plus de 400 milliards aux armées.

### MACRON BALANCE 413 MILLIARDS À L'ARMÉE



Pour nous, augmenter le salaire indirect, les cotisations sociales, permettrait de financer le système des retraites : une retraite à 60 ans avec 37,5 annuités dans le public comme dans le privé, à taux plein, pèserait seulement 3% supplémentaires de la part du PIB consacrée aux retraites.

L'enjeu est politique. Si nous gagnons nous pourrions imposer ces mesures et bien d'autres sur l'augmentation des salaires, la création d'emploi, de services publics...

Au-delà, c'est bien le pouvoir des capitalistes à disposer des richesses créées par notre travail que nous pourrions contester. A contrario, une défaite engagerait une nouvelle cohorte de contre-réformes et de régressions sociales.

### Unité et radicalité : vers la construction de la grève générale

La séquence parlementaire durera au plus tard jusqu'à début mars. Il n'y a rien à attendre de

ce calendrier institutionnel où Macron et la droite ont toutes les cartes en main. Comme lors de la victoire contre le CPE en 2006, c'est en poursuivant et en massifiant la mobilisation, au-delà du vote de la loi si nécessaire, que nous pourrions gagner. Les mobilisations du 19 et du 31 janvier constituent les premières étapes d'un mouvement qu'il faut intensifier par la multiplication des actions de masse, les grèves, les blocages et les manifestations.

Pour cela, nous avons besoin de rester unis, de la base au sommet. C'est pourquoi le NPA travaille partout à regrouper les organisations syndicales et les partis de gauche pour exiger ensemble le retrait de la réforme. Dans le même temps nous avons également besoin d'élever le rapport de forces, en construisant et en généralisant la grève. Les nouvelles échéances de l'intersyndicale, le 7 et le 11 février, doivent permettre ce saut qualitatif. Les grèves dans les raffineries du 6 au 8 février, la grève des cheminots le 7 et le 8 février, constituent des points d'appuis importants pour discuter en assemblée générale de reconduire la grève partout où cela est possible. Contre la grève par procuration, l'enjeu est bien, à court terme, de partir toutes et tous en reconductible, partout et en même temps.

La réforme des retraites cristallise l'affrontement de classe. Gagner est vital pour notre camp social, pour stopper ce projet et pour dégager ce gouvernement. Pas d'autre option que la victoire!

**Nouveau Parti anticapitaliste**

## ISRAËL/PALESTINE

# Le mythe du « cycle de la violence »

*Les PalestinienEs mettent en avant la brutalité israélienne pour demander la fin de leur oppression tandis que les IsraélienEs mettent en avant la violence palestinienne pour justifier cette oppression : un article du journaliste Amjad Iraqi, Palestinien d'Israël.*

**P** ourquoi lancer une incursion dévastatrice, ciblant les militantEs mais blessant d'innombrables civils, alors qu'il est prouvé que cette méthode exacerbe la violence au lieu de la contenir ? À quoi bon menacer les assaillants de démolir leurs maisons alors que des milliers d'innocentEs, y compris les propres familles et voisins des assaillants, sont également menacés du même sort ? Pourquoi mettre des armes entre les mains

de plus de civils alors qu'il y a déjà un soldat, un policier ou un agent de sécurité armé dans chaque rue ?

### Ne pas voir

La plupart des IsraélienEs n'ont pas pris la peine de se poser ces questions lorsque l'armée a effectué un raid sur le camp de réfugiés de Jénine jeudi matin [26 janvier], tuant 10 personnes et causant des destructions gratuites. Ils n'ont certainement pas voulu se poser ces questions

le lendemain, lorsqu'un jeune Palestinien a abattu sept Israéliens dans la colonie de Neve Yaakov à Jérusalem-Est, ou lorsqu'un jeune Palestinien de 13 ans a ensuite abattu et blessé deux colons israéliens dans le quartier de Silwan. Et ils ont à peine soulevé ces questions lorsque, comme à l'accoutumée, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé les mesures habituelles du gouvernement pour « dissuader » de nouvelles attaques, qu'il s'agisse de

punir les membres de la famille des assaillants, d'approuver davantage de permis de port d'armes ou de construire de nouvelles unités de colonisation.

Pour de nombreux IsraélienEs, il est préférable d'éviter de telles réflexions à propos des « réponses » habituelles de leurs dirigeants afin de préserver une vision du monde simple et rigide : les PalestinienEs nous détestent sans raison, ils nous attaquent sans raison, et nous n'avons donc pas d'autre choix que de les écraser. Les IsraélienEs plus critiques peuvent au contraire se lamenter sur l'aphorisme usé d'un « cycle de la violence », cherchant à établir une certaine parité morale de

## BIEN DIT

*On cherche 12 ou 15 milliards sur les retraites (...). La fraude fiscale c'est 100 milliards. Quand on ira chercher les 87 milliards qu'on n'a pas été chercher, on pourra aller voir du côté des pauvres si on peut leur faire les poches.*

PIERRE LEMAITRE, « 28 minutes », Arte, 26 janvier 2023.

# Un monde à changer

**MÉGA-BASSINES: UN MOUCHARD SOUS LE VÉHICULE DU PORTE-PAROLE DU COLLECTIF.** En conduisant son camion chez le garagiste, Julien Le Guet, porte-parole du collectif Bassines, non Merci!, a découvert qu'il était suivi par la police via un traceur placé sous son véhicule. Déjà en 2022, du matériel de surveillance utilisé normalement par l'armée, avait été installé devant la maison du père de Julien Le Guet, à Niort, lieu où se tenaient régulièrement les réunions du collectif. La répression policière est bien huilée: des milliers de flics qui gazent, tabassent et empêchent les manifestations d'un côté; la chasse aux sorcières bien ciblée de militantEs

de l'autre et bien sûr les peines énormes dont pourraient être victimes quelques militantEs jugéEs, allant d'amendes de centaines de milliers d'euros à de la prison. Darmanin l'a dit: les anti-bassines sont des «terroristes» à qui il fait la fleur d'ajouter le préfixe «éco». Cette terminologie n'est pas anodine: elle cherche à justifier tout type de répression contre des personnes jugées dangereuses et même criminelles. Les anti-bassines n'ont pourtant agressé personne, contrairement aux forces de l'ordre. Il y a effectivement eu de la dégradation de matériel, dans une logique réparatrice puisque

l'agro-business et l'irrigation à outrance sont des forces destructrices de notre environnement. Les anti-bassines ne sont rien d'autre que «la nature qui se défend» comme le dit un slogan affiché partout au camp de Sainte-Soline. Cette «violence» là, si elle n'est pas légale, est pourtant totalement légitime. Ce qui est sûr, et que les puissants doivent savoir, c'est que rien n'arrête l'eau qui veut passer, et de rivière la mobilisation se change en fleuve qui sort de son lit pour venir submerger ce vieux monde qui nous mène à la catastrophe. Macron et la FNSEA ne nous stopperont pas. Ils doivent arrêter cette répression et arrêter ces méga-bassines qu'ils n'arriveront même pas à remplir comme l'a reconnu le préfet de la Vienne. On va gagner. No Bassaran.

## FÉMINISME **Toujours plus de raisons de se battre pour les salaires et les retraites**

Lundi 23 janvier, le ministre Franck Riester a avoué dans une interview donnée sur LCP que les femmes seraient «évidemment un peu pénalisées» par le report de l'âge légal de départ à la retraite.

«**O**n n'a jamais dit que tout le monde était gagnant», a-t-il déclaré, à rebours de tous les discours que le gouvernement nous rabâche depuis des semaines.

### Le gouvernement patauge

Dès le lendemain à l'Assemblée nationale, Élisabeth Borne a tenté de convaincre l'hémicycle du contraire en démentant les propos de son ministre: «Je ne peux pas laisser dire que notre projet ne protégerait pas les femmes. Au contraire. [...] Les femmes seront les premières bénéficiaires de la revalorisation des petites pensions.»

Il est vrai que le projet de loi prévoit une pension minimale fixée à 85% du Smic, soit 1200 euros. Mais il n'y a vraiment pas de quoi se féliciter, 1200 euros ce n'est toujours que 100 euros au-dessus du seuil de pauvreté. Et en dépit des grandes déclarations d'intention, les femmes et minorités de genre risquent de ne pas pouvoir les toucher. En effet, cette pension minimum ne pourrait être perçue qu'en cas de carrière complète à

temps plein. Impossible d'y prétendre en cas de carrière incomplète ou avec une proportion de temps partiels trop importante. «On récompense plus ceux qui ont travaillé toute leur vie que ceux qui ont moins travaillé. C'est la logique du système», commente le cabinet d'Élisabeth Borne<sup>1</sup>. Tout est dit.

### Un projet qui accentue des inégalités déjà existantes

C'est bien là tout le cœur du problème. Car «ceux qui ont moins travaillé» sont souvent les femmes et minorités de genre. Elles sont plus susceptibles d'avoir des carrières hachées, discontinues, notamment pour s'occuper d'enfants ou d'adultes dépendants. Elles représentent en outre 80% des employéEs à temps partiel, et plus de 60% des personnes qui touchent le Smic. Même quand elles ont travaillé à temps plein, c'est en percevant des salaires 16% moindre que ceux des hommes, ce qui se traduit inévitablement par des pensions de retraite plus petites (40% en moyenne). Actuellement, les femmes et minorités de genre ont deux possibilités.

Premièrement, renoncer à une retraite à taux plein. Deuxièmement (et c'est le cas d'une femme sur cinq), travailler jusqu'à 67 ans, l'âge au-delà duquel la décote n'est plus appliquée. Le gouvernement prétend que sa réforme va réduire les inégalités de genre à la retraite. C'est pourtant l'inverse qu'il nous réserve, car l'allongement de la durée de cotisation va amplifier tous ces phénomènes. Que faudrait-il faire, alors? Réduire le temps de travail, productif comme reproductif, et le répartir entre toutes et tous! C'est la seule politique féministe crédible.

### Grève générale féministe jusqu'au 8 mars

Chaque attaque antisociale, chaque réforme ultralibérale comme celle des retraites est aussi une attaque antiféministe. Cet effort permanent pour faire le lien entre les luttes sociales, féministes, antiracistes, écologistes, est au cœur de notre combat anticapitaliste. Cette année, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre, aura lieu, on l'espère,

en plein cœur d'une mobilisation sociale d'ampleur. Il s'agit de créer les conditions pour que cette date ne soit pas une échéance séparée du reste du mouvement social ou une manifestation facultative mais, au contraire, un 8 mars de lutte qui s'insère dans la riposte collective contre Macron. Ce 8 mars nous ferons la grève féministe, c'est-à-dire la grève du travail salarié mais aussi du travail non salarié, domestique, gratuit, qui est encore aujourd'hui assumé en grande majorité par les femmes et minorités de genre. Nous défendons un autre projet de société, un projet fondé sur la solidarité et la répartition des richesses, car nous voulons vivre dignement, avant, pendant et aussi après le travail. Premières concernées, les femmes et minorités de genre sont les premières mobilisées contre le projet de réforme des retraites!

### Commission nationale d'intervention féministe

1 - Dan Israel, «Le mirage des petites retraites à 1200 euros», *Mediapart*, 15 janvier 2023: <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/150123/le-mirage-des-petites-retraites-1-200-euros>

## Le chiffre

# 4,74%

C'est l'augmentation moyenne des tarifs des péages autoroutiers à compter du 1<sup>er</sup> février, alors qu'un rapport de l'Inspection générale des finances de 2021 suggérait de réduire de 60% le prix des péages sur les deux tiers du réseau autoroutier... dès 2022.

Source: *Le Canard enchaîné*



## Agenda

**Mardi 7 février, journée interprofessionnelle de grève et manifestations pour nos retraites.**

**Mercredi 8 février, réunion d'information sur la loi Darmanin, Paris 20<sup>e</sup>.** À 19h à la Flèche d'Or, 102 bis rue de Bagnolet.

**Vendredi 10 février, assemblée de mobilisation contre la loi Darmanin, Paris 10<sup>e</sup>.** À 18h à la bourse du travail, salle Ambroise-Croizat, 3, rue du Château-d'Eau.

**Samedi 11 février, journée interprofessionnelle de grève et manifestations pour nos retraites.**

**Samedi 18 février, manifestations contre les CRA et la loi Darmanin.** À Paris, à 14h, métro Porte-Dorée.

**Samedi 4 mars, manifestation contre la loi Darmanin.** À l'appel de l'UCIJ 2023.

**Mercredi 8 mars, journée internationale de grève et manifestations féministes.**

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau **partianticapitaliste.org**

## NO COMMENT

*Les cotisations sociales n'ont pas vocation à financer notre système de retraites.*

NADIA HAI, députée Renaissance et vice-présidente de la commission des finances, BFM-TV, 29 janvier 2023.

responsabilité et de préjudice entre les deux parties.

### Il n'y a pas de «cycle»

Mais il n'y a pas de «cycle» ici. De la violence structurelle à la violence physique, la violence est une expérience constante et quotidienne pour les PalestinienEs, et beaucoup moins pour les IsraélienEs juifs. Peu de médias, par exemple, ont traité le fait qu'une trentaine de Palestiniens ont déjà été tués le mois dernier, et s'ils l'ont fait, ce n'était qu'à la lumière des meurtres d'Israéliens le week-end dernier. De nombreux IsraélienEs n'ont pas entendu dire que, samedi soir [28 janvier], des colons ont incendié et détruit des biens palestiniens dans toute la Cisjordanie occupée — un prétendu «prix à payer» [suite à l'attaque de Neve Yaakov] qui est en réalité

déjà infligé à des villages chaque semaine. [...]

Le mythe selon lequel la violence fait autant de mal aux PalestinienEs qu'aux IsraélienEs occulte le fait qu'une partie tend en fait à bénéficier de ce «cycle» au détriment de l'autre. La violence est à la fois un moyen et un prétexte pour les autorités foncières israéliennes afin de réduire les quartiers palestiniens et d'étendre les colonies juives, comme c'est le cas actuellement à Jérusalem; ou pour les politiciens israéliens, y compris Netanyahu et Itamar Ben Gvir, de montrer à leurs électeurEs qu'ils traduisent leur rhétorique agressive en action; ou pour les propagandistes de rallier la sympathie internationale derrière Israël et ses actions militaires; ou pour le public israélien de se convaincre qu'un régime ethnocratique est justifié et nécessaire.

### Des vies qui ne comptent pas?

Ces fruits de la violence, pour dire les choses simplement, sont dérivés de l'asymétrie flagrante du pouvoir qui se trouve au cœur de ce prétendu «conflit». Grâce à des ressources massives et à une impunité perpétuelle, une partie est capable de s'abstraire physiquement et psychologiquement des moyens inhumains par lesquels elle domine l'autre. Les PalestinienEs sont ainsi contraints de vivre sous le poids d'être considérés comme «tuables» — des objets anonymes et jetables sur lesquels la violence peut être infligée sans sourcilier. Il est révélateur que la prise de conscience internationale de la mort et de la souffrance des PalestinienEs, si tant est qu'elle ait lieu, soit souvent subordonnée au fait qu'un préjudice soit

causé à l'autre partie; de la couverture médiatique générale aux condoléances des diplomates, les IsraélienEs passent toujours en premier.

Ce déséquilibre des forces est à l'origine d'une différence fondamentale dans la façon dont chaque partie a tendance à parler de la violence de l'autre: lorsque les PalestinienEs dénoncent la brutalité israélienne, ils exigent la fin de leur oppression; lorsque les IsraélienEs pointent du doigt la violence palestinienne, c'est généralement pour justifier cette oppression. Il s'agit d'un autre maillon de la chaîne que les PalestinienEs tentent de briser: la croyance mondiale selon laquelle leur vie ne compte que si leur colonisateur le décide.

**Amjad Iraqi, traduction J.S.**

Version intégrale (en anglais) sur [972mag.com](http://972mag.com).

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaires de rédaction:**  
Fabienne Brifault, Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 21  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

QUÉBEC

## Les chargés de cours de l'UQO en lutte

Sans contrat de travail depuis bientôt 13 mois, les chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont décidé d'amplifier leur mobilisation. Nous publions un texte signé par deux responsables du Syndicat des chargés et chargés de cours – UQO.

Les chargés et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) sont sans contrat de travail depuis bientôt 13 mois. Cette négociation est longue, bien que 23 séances de négociation aient eu lieu. Le contexte inflationniste fait en sorte que ces enseignantes et ces enseignants contractuels sont particulièrement touchés par la baisse de leur pouvoir d'achat. Pourtant, les relations de travail ne sont pas mauvaises à l'UQO. Certes, il y a de nombreux désaccords entre la direction et le syndicat. Néanmoins, des discussions franches et de bonne foi de part et d'autre animent ces relations de travail. En ce qui concerne la négociation, des avancées ont pu être observées sur les clauses normatives. Toutefois, des enjeux principaux ont à peine fait l'objet de discussions : la reconnaissance de la recherche, la formation à distance et les salaires. Nous sommes donc loin de la conclusion d'un règlement satisfaisant.



DR

### Une grève générale dès cet hiver ?

Bref, il faut que la négociation s'accélère. Rappelons que l'assemblée générale du SCCC-UQO a adopté à l'unanimité un mandat de moyens de pression le 6 octobre dernier. Il semble malheureusement que les actions de visibilité ne soient pas suffisantes pour en arriver à une entente de principe. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui la campagne « La grève des tuques »<sup>1</sup>. Cette campagne est, pour l'instant, plutôt ludique. Elle vise à envoyer un message clair à la direction. Elle a comme objectif de démontrer notre détermination. Mais attention ! Une vraie grève n'est pas à exclure ! Ainsi, nous consulterons nos membres sur l'opportunité de déclencher une grève générale dès cet hiver. Nous sommes convaincus que les chargés et chargés de cours de l'UQO sont prêts à mener la bataille pour maintenir leur pouvoir d'achat, pour développer une formation à distance de qualité et pour que les activités de recherche et de création soient reconnues. D'ailleurs, nous sommes déjà prêts à agir si nos membres nous en donnaient le mandat. Notre fonds de grève est conséquent et nous avons rédigé une politique pour son utilisation ; nous avons les coordonnées à jour de nos membres et nous avons les outils pour communiquer avec eux si l'UQO coupait notre messagerie institutionnelle ; nous avons un local de grève à Saint-Jérôme et nous sommes en bonne voie d'en avoir un à Gatineau. En somme, nous allons déployer tous les moyens pour obtenir un règlement dès cet hiver. Aujourd'hui, nous construisons un fort de glace devant l'UQO pour démontrer notre détermination. Demain, nous serons peut-être dans la rue pour défendre nos droits.

Nicolas Harvey et Marie-Josée Bourget (SCCC-UQO)

1 – Référence à une formule du conteur québécois Fred Pellerin, dans une lettre ouverte publiée en soutien aux professeurs de la fonction publique du Québec en 2015.

## USA La police de Memphis bat un homme à mort, protestations dans tout le pays

Le 7 janvier, la police de Memphis, dans le Tennessee, a battu un homme noir de 29 ans, Tyre Nichols. Il est mort trois jours plus tard. La famille a fait pratiquer une autopsie qui a révélé qu'il était mort d'une hémorragie importante causée par un passage à tabac violent.

Le 20 janvier, le département de la police a licencié les cinq officiers impliqués et les a inculpés de meurtre le 26 janvier. Trois jours plus tard, la police a diffusé des vidéos montrant les agents qui ont arrêté Nichols pour une infraction au code de la route et l'ont traîné hors de sa voiture. Bien que Nichols coopère, ils le frappent pendant trois minutes à coups de poing et de matraque, utilisent un taser, lui aspergent le visage de gaz poivré et lui donnent plusieurs coups de pied à la tête.

Les afro-américainEs sont une fois de plus profondément blessés et furieux de cet événement. Le lendemain, de petites manifestations ont eu lieu dans des villes du pays, certaines bloquant les rues, les ponts et les autoroutes. En réponse, le service de police de Memphis a dissous l'unité de police Scorpion dont les policiers faisaient partie. Plusieurs pompiers et ambulanciers restés à l'écart pendant que la police battait Nichols font également l'objet d'une enquête.

De nombreuses personnes ont été horrifiées par les enregistrements vidéo et les politicienEs ont exprimé leur indignation. Le président Joe Biden a déclaré : « Comme beaucoup, j'ai été indigné et profondément peiné de voir l'horrible vidéo du passage à tabac qui a entraîné la mort de Tyre Nichols. C'est encore un autre rappel douloureux de la peur et du traumatisme profonds, de la douleur et de l'épuisement que les Noirs et



tous les Américains de couleur vivent chaque jour.»

### «Tyre Nichols devrait être en vie»

Alexandria Ocasio-Cortez, membre du Congrès de New York, a envoyé un courriel à ses partisans pour demander des changements dans le maintien de l'ordre, dans lequel elle a déclaré : « Tyre Nichols devrait être en vie. Au moins 1176 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre l'année dernière — un record. Les milliards de dollars investis dans les formations, les caméras corporelles et les réformes n'ont pas permis d'y mettre fin. En fait, cela a empiré. Cela n'a abouti qu'à un financement accru au détriment des écoles, des hôpitaux, du logement, etc. Nous devons sortir ensemble de ce cycle.»

De même, le sénateur Bernie Sanders a tweeté : « Tyre Nichols devrait être en vie. Oui, les policiers qui l'ont brutalement assassiné doivent être tenus pour responsables. Mais même leur condamnation avec les charges les plus fortes possibles ne peut ramener Tyre. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin aux violences policières contre les personnes [racisées]. »

L'ancien président Donald Trump, dont la rhétorique raciste a encouragé la violence contre les personnes racisées, qui prône la loi et l'ordre, et qui a dit à la police de traiter les personnes en garde à vue avec rudesse, mais qui se présente à nouveau à la présidence et cherche à gagner des votes noirs, a déclaré que l'attaque « horrible » n'aurait « jamais dû se produire. »

### Le souvenir de George Floyd

L'affaire ressemble à celle de George Floyd, dont le meurtre par la police à Minneapolis avait déclenché les manifestations nationales Black Lives Matter (BLM) au printemps 2020, auxquelles entre 15 et 25 millions de personnes ont participé. BLM était une expression d'opposition au racisme blanc et aux policiers blancs violents. Dans le cas du meurtre de Floyd et de plusieurs autres meurtres de civils par la police, les agents étaient blancs. Mais dans l'affaire Tyre Nichols, les cinq policiers sont afro-américains.

Une jeune femme noire s'adressant à un journaliste de radio a déclaré : « Il ne s'agit pas de race, mais de police. » Mais il s'agit aussi de racisme, car qui que soient les policiers, les Noirs et les Latinos subiront le gros de la violence. Comme l'a expliqué Amber Sherman, une jeune militante noire travaillant avec la famille Nichols, l'ensemble des policiers « sont endoctrinés dans une pratique qui considère les Noirs et les personnes de couleur comme moins que rien. »

Comme le soulignent certains experts, les services de police ont généralement une culture machiste et une attitude de mépris à l'égard des Noirs et des Latinos. La police considère souvent que son rôle est de maintenir la population dans la peur et de lui infliger des punitions violentes.

En 2020, l'extrême gauche a appelé à l'abolition ou au démantèlement de la police, des slogans qui se sont avérés impopulaires et ont isolé la gauche de la société en général. Aucune demande claire au-delà de la réforme n'a encore émergé de ce dernier meurtre.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## GRANDE-BRETAGNE Le 1<sup>er</sup> février est la plus grande grève depuis des décennies

Le 1<sup>er</sup> février, les syndicalistes britanniques sont plus nombreux à se mettre en grève qu'ils ne l'ont été sur une même journée depuis plusieurs décennies.



GUY SMALLMAN

Le syndicat de la fonction publique, le PCS, a été le premier à appeler à la grève plus de 100 000 membres dans 124 ministères — tous les membres des ministères qui avaient atteint le seuil de participation particulièrement élevé au scrutin pour une action de grève en vertu des lois antisyndicales réactionnaires existantes. Trois autres syndicats qui, comme le PCS, avaient déjà remporté des scrutins pour une action syndicale, se sont joints à eux pour annoncer qu'ils feraient grève le même jour.

### De nombreux secteurs en grève

L'University and College Union (enseignement supérieur), UCU, a appelé 70 000 membres à faire grève ce jour-là dans le cadre de 18 jours d'action qui se dérouleront au cours des deux prochains mois, suite à l'échec des dernières discussions avec les employeurs, qui n'ont pas permis d'aboutir à une offre permettant de rétablir d'une manière ou d'une autre la chute des salaires qui a eu lieu au cours des 12 dernières années de gouvernement conservateur.

L'ASLEF, le syndicat des conducteurs de train, mobilise la majorité de ses 21 000 membres ce jour-là et un autre en février, après l'échec des discussions avec les employeurs sur les salaires et les conditions de

travail, après six jours de grève dans ce conflit. Le syndicat des transports RMT fait également sortir ses membres conducteurs le 1<sup>er</sup> février et l'autre jour où l'ASLEF fait grève. Le dernier syndicat qui sera en grève le 1<sup>er</sup> février est le NEU, le principal syndicat d'enseignantEs en Angleterre et au pays de Galles — il existe un syndicat distinct en Écosse qui a son propre programme d'action qui n'inclut pas le 1<sup>er</sup> février. Le NEU a annoncé le résultat de son scrutin le 16 janvier. Ils ont réussi à obtenir des résultats suffisamment forts pour

faire sortir tous leurs membres au pays de Galles, mais en Angleterre, seuls les membres enseignants feront grève, car une proportion insuffisante du personnel de soutien scolaire a renvoyé son bulletin de vote. Aux dernières nouvelles, 32 000 nouveaux membres ont rejoint le syndicat depuis l'annonce des résultats et du programme d'action qui débutera mercredi.

### Ce n'est qu'un début

Tout cela fait du 1<sup>er</sup> février une journée chargée, non seulement pour

les grévistes mais aussi pour tous les militantEs, avec des piquets de grève sur les lieux de travail où des grèves ont lieu. Malgré les lois épouvantablement réactionnaires, il existe une certaine protection pour les personnes refusant de franchir les piquets de grève, même si elles n'ont pas été appelées par un syndicat, et les militantEs de gauche s'efforcent de faire en sorte que les travailleurEs connaissent leurs droits. Plus tard dans la journée, des manifestations et des rassemblements ont lieu dans des dizaines de villes d'Angleterre et du pays de Galles, la plupart étant organisés par les branches locales du TUC, l'unique fédération syndicale de Grande-Bretagne.

Beaucoup d'entre nous insistent sur le fait que la prochaine étape de la campagne doit être une manifestation nationale pour arrêter le nouveau projet de loi sur les services minimums, également connu sous le nom de « projet de loi sur le licenciement des infirmières », que les conservateurs sont en train de faire passer à toute vitesse au Parlement. Le 1<sup>er</sup> février est un bon début, mais nous avons besoin de beaucoup plus pour stopper cette attaque massive contre les droits des travailleurEs. Terry Conway, traduction J.S.

Le corps du journaliste Martinez Zogo a été retrouvé quatre jours après son enlèvement par des hommes cagoulés circulant dans un 4x4 dépourvu de plaques d'immatriculation. Les premières constatations font état d'un corps affreusement mutilé, laissant penser que Martinez a été torturé avant d'être exécuté.

### Corruption et peur

Martinez Zogo n'est pas le premier journaliste à être victime de la répression. Il y a deux ans, Samuel Wazizi était mort en détention après avoir écrit des articles critiques sur les agissements de l'armée camerounaise dans la région anglophone en guerre contre le pouvoir central. Paul Chouta fut lui aussi enlevé, tabassé et laissé pour mort. D'autres journalistes ont été victimes d'intimidation. Le but : imposer le silence au sujet des nombreux délits financiers commis par les tenants du pouvoir. C'est précisément pour avoir dénoncé les affaires de détournement d'argent public, en apportant les preuves et en citant les noms des responsables, que Martinez a été probablement assassiné. Dans son émission « Embouteillage » diffusée sur la radio Amplitude FM, le journaliste avait dévoilé en détail une affaire de corruption dit de la ligne 94, déjà évoquée il y a quelques semaines dans nos colonnes<sup>1</sup>. Cette ligne budgétaire 94 cachait des versements d'argent public vers le privé. Était cité le nom de Jean-Pierre Amougou Belinga,

## CAMEROUN Le silence ou la mort

*Pour avoir dénoncé la corruption du pouvoir au Cameroun, Martinez Zogo, un journaliste, a été assassiné. Une violence contre la presse exacerbée par une féroce compétition au sein de l'élite pour la succession d'un Paul Biya vieillissant. L'État de non-droit qui règne est volontairement ignoré par l'Occident au motif de la stabilité du pays.*

un homme d'affaires propriétaire de plusieurs médias, très proche du pouvoir et particulièrement du ministre des Finances Louis-Paul Motaze.

### La lutte de clans

Cette mise au pas des journalistes se déroule dans un contexte très particulier. En effet, c'est Ferdinand Ngoh Ngoh, le secrétaire de la présidence, qui gère le pays à la place de Paul Biya, le président du Cameroun bien mal en point du haut de ses 89 ans. Cependant, il a toujours pris soin d'éviter de désigner un dauphin qui aurait pu le destituer, comme il l'a fait lui-même en menant un coup d'État contre l'ancien président Ahmadou Ahidjo. La conséquence est que les élites au pouvoir, sentant la fin de règne de Biya, s'entredéchirent pour lui succéder. Des noms sont régulièrement cités. Le fils du président, Franck Biya, Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Économie dont le père fut un soutien de Biya lors du coup d'État. Il y a aussi le neveu de Jeanne-Irène Biya, première épouse du président, qui n'est autre que... Louis-Paul Motaze, le ministre des Finances. Tant que



Ferdinand Ngoh Ngoh. DR

l'impunité est de règle pour les crimes contre les journalistes, la violence n'est pas près de cesser, d'autant que les enjeux en termes de pouvoir politique et financier sont considérables.

### Cachez cette corruption que je ne saurais voir

Le pouvoir en place utilise le conflit armé dans la partie anglophone du pays et les attaques des djihadistes de Boko Haram pour restreindre les libertés démocratiques. Dans ce contexte difficile, partis de l'opposition et organisations de la société civile tentent de faire entendre leur

voix et exigent une commission indépendante pour enquêter sur le meurtre de Martinez Zogo. Si la situation de non-droit est néfaste pour les populations, certains en profitent. À l'exemple de Bolloré, comme l'a révélé Mediapart. L'homme d'affaires, malgré un jugement exécutoire dans un litige commercial au Cameroun, s'est refusé à verser les dédommagements. Et lorsque les agences gouvernementales anticorruption préconisent des poursuites contre des hauts fonctionnaires pour détournement des aides financières destinées à la lutte contre le Covid, rien ne bouge. Les institutions financières internationales quant à elles préfèrent fermer les yeux et continuer à verser les fonds. La France n'est pas en reste. Elle refuse d'apporter la moindre critique au pouvoir en place au nom de la préservation de la stabilité du pays, justification éculée de la politique africaine de la France. Comme l'a justement résumé un universitaire dans une tribune au journal *le Monde* : « Au Cameroun, la diplomatie française défend les intérêts d'une élite prédatrice ».

Paul Martial

1 - L'Anticapitaliste n°638, 24 novembre 2022.

## UKRAINE

### Le gouvernement ukrainien ébranlé par la corruption

*Face à l'invasion de l'Ukraine poursuivie sauvagement par Poutine, le peuple ukrainien s'est dressé massivement, de manière armée et non armée. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a réussi à incarner cette résistance, consolidant une grande popularité. Son gouvernement n'en reste pas moins d'abord au service des classes possédantes, marqué par sa logique et ses alliés néolibéraux. Les terribles conséquences de la guerre rendent d'autant plus insupportables les privilèges et comportements de rapaces de membres des couches dirigeantes.*

Avant la guerre, le pays apparaissait déjà fortement corrompu. Il était classé 122<sup>e</sup> sur 180 sur l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International. Si la loi martiale promulguée au début de la guerre a étouffé le droit de grève — sans bloquer tous les mouvements de protestation —, une liberté de la presse demeure qui permet de faire éclater des scandales comme la corruption prégnante.

### Trains de vie fastueux et privilèges

Ainsi, fin janvier le média d'investigation en ligne *Nashi Groshi* (« Notre argent ») a révélé que des contrats signés par le ministère de la Défense surfacturaient de manière honteuse l'achat de produits alimentaires pour l'armée, entraînant le limogage d'un vice-ministre de la Défense. Les jours suivants, le vice-ministre des infrastructures était démis de ses fonctions, arrêté en flagrant délit de réception de pots-de-vin liés à l'achat d'équipements, dont des générateurs électriques. Dans la foulée, d'autres hauts responsables comme le vice-procureur général ainsi que les gouverneurs des régions de Dnipro, Kherson, Kyiv, Soumy et Zaporijjia, et même le chef adjoint du bureau du président, un très proche de Zelensky, ont été limogés pour leurs trains de vie fastueux et leurs comportements privilégiés — en total décalage avec les privations que subissent leurs compatriotes. Ces questions sont évidemment très sensibles à la fois pour l'opinion publique et le maintien d'une cohésion dans la résistance à l'invasion russe, mais aussi du point de vue des alliés occidentaux qui apportent une aide massive à l'État ukrainien dans cette guerre. Ceux-ci promeuvent les intérêts des capitalistes et du secteur privé face aux droits sociaux des salariéEs et de la population, mais ils savent qu'une corruption directe et visible n'est pas assumable pour la crédibilité de leur modèle.

### Solidarité avec les mouvements sociaux

Dans une situation très difficile, les mouvements syndicaux et sociaux ont pu parfois exprimer leur colère et leurs aspirations propres. Ainsi les mineurs de la mine n° 9 de Novovolynsk à l'ouest du pays se sont mobilisés en août jusqu'à obtenir l'invalidation de la nomination d'un nouveau directeur corrompu. Un mouvement écologiste agit contre les projets d'un oligarque d'édifier une station de ski dans des montagnes protégées ; les étudiantEs de Lviv et d'autres universités refusent que celles-ci soient fermées pour être transformées en centres d'accueil de réfugiéEs, considérant que la mise à arrêt de l'enseignement supérieur serait une victoire ennemie. Les syndicats se mobilisent également pour le paiement des arriérés de salaires et contre les licenciements d'ouvriers volontaires pour le front. Tout ces mouvements sociaux ont besoin de notre solidarité en même temps que celle-ci doit s'exprimer contre la guerre de Poutine. De son côté, le chef de l'État russe a une attitude très spéciale face à la corruption. Quand il ne l'instrumentalise pas, voire ne l'invente pas pour éliminer des opposantEs, il la légalise ! Ainsi, il a signé le 30 décembre dernier un décret exemptant de déclaration de revenus tous les fonctionnaires ayant servi dans la guerre en Ukraine, a rendu légale la réception de « cadeaux » à cette occasion. Et la chambre des députés doit également voter une loi exemptant toutEs les éluEs de fournir au fisc une déclaration de revenus. Quant à la liberté de la presse, inutile d'en parler !

Jacques Babel

## PÉROU Face à la répression et à la crise, organiser la solidarité

*« Pérou écoute, Paris est avec toi ! », « Dina Assassine. Le peuple te rejette ! », « Pérou, je t'aime, pour cela je manifeste ! » Ces mots d'ordre ont résonné dans les rues de Paris, entre le Châtelet et la place de la République. Lancés par des dizaines de péruvienEs, latino-américainEs et françaisEs, ce dimanche 29 janvier, pour exprimer leur solidarité avec le peuple péruvien et sa lutte contre le gouvernement de la présidente Dina Boluarte.*

À la fin de la manifestation, place de la République, s'adressant à la communauté internationale, la porte-parole péruvienne de la Coordination Mémoire contre l'impunité, organisatrice de la manifestation, précise : « Nous tenons à dénoncer une fois de plus notre refus de la violation des droits de l'homme que nous vivons depuis 7 semaines au Pérou ». De la même manière, le vendredi 27 janvier, à la Maison de l'Amérique latine de Paris, Tica Luiza Obregón, ex-vice-présidente des Avocats du Pérou, a lancé en direct un appel à la solidarité de toutes les organisations démocratiques du monde, lors de la réunion organisée par France Amérique latine et l'association Péruviens unis pour une assemblée constituante. Le Comité national de coordination des droits de l'homme (CNDDHH), organisation péruvienne reconnue, avait qualifié la veille le jeudi 26 janvier, de « crimes contre l'humanité » la réponse répressive du gouvernement aux manifestations de protestation<sup>1</sup>.

### La situation s'aggrave au Pérou

La capitale Lima vient d'enregistrer le premier mort en manifestation ce vendredi 27 janvier. Depuis « la toma de Lima »<sup>2</sup> le 19 janvier dernier, l'occupation de l'Université nationale



Manifestation en solidarité avec le peuple péruvien à Paris le 29 janvier. DR

de San Marcos le samedi 21 janvier par des effectifs armés de la police et les 200 détenuEs étudiants humiliés, enchaînés à plat ventre sur le sol, de nouvelles vagues de citoyenEs se sont concentrées à Lima dans une nouvelle marche le 24 janvier pour faire entendre ce que depuis des semaines des masses populaires de plus en plus nombreuses exigent à partir de la révolte des provinces des Andes du Sud, de Puno, Apurimac, Cuzco, Arequipa, Ayacucho. Comme l'a dit dimanche 29 janvier à Paris la porte-parole de la Coordination Mémoire contre l'impunité : « Celles et ceux qui protestent ont des demandes repoussées et

rejetées historiquement, l'absence de l'État, les indices de pauvreté les plus bas, le manque d'appui à l'agriculture, les conséquences funestes de l'extractivisme exacerbé entre autres... »<sup>3</sup>.

### La réponse des pouvoirs

Selon certains analystes, l'avancée des élections générales pourraient permettre de soulever un peu le couvercle de la cocotte-minute. Des secteurs de droite (fujimoristes) estiment que ce serait leur intérêt électoral de favoriser des élections en 2023 au dernier trimestre. Cependant, le Congrès ultra discrédité vient de s'y opposer même s'il doit revoir cette position fin janvier.

La répression est la seule réponse du gouvernement de Dina Boluarte. Il accentue la militarisation du pays (envoi d'un contingent de 500 hommes armés dans les provinces du Sud), lance des opérations militarisées pour dégager les routes, annonce une forte prime pour l'« héroïque » police nationale.

### Solidarité internationale

Les coups portés contre le peuple péruvien, ces morts, ces blessures, ces passages à tabac, ces humiliations, ces calomnies sont des blessures pour nous toutes et tous, celles et ceux qui aspirent à une société juste, libérée de l'exploitation et l'oppression. C'est pour cela que nous devons prendre à bras-le-corps la lutte solidaire avec le peuple péruvien comme ont commencé à le faire la manifestation parisienne du dimanche 29 janvier et la réunion du 27 janvier.

### Correspondant

1 - « Le CNDDHH documente la politique raciste de répression », À l'Encontre, 27 janvier 2023.

2 - Voir L'Anticapitaliste n°646.

3 - Elle faisait ainsi écho en fait aux paroles de Antonia Cuchachi Salazar, vice-présidente de la CUNARC (coordination nationale des assemblées de « ronderos » — milices paysannes du Pérou), en direct de Lima, lors de la réunion publique du vendredi 27 janvier à la Maison de l'Amérique latine de Paris, organisée par France Amérique latine.



# TRAVAILLER MOINS, TRAVAILLER MIEUX TRAVAILLER TOUT·E·S

**P**our les capitalistes et leurs alliés du gouvernement ou d'ailleurs, la valeur travail est cardinale. Ainsi, Darmanin, le ministre de l'Intérieur, a fustigé ceux « qui n'aiment pas le travail, qui n'aiment pas la valeur travail ». Car les capitalistes, eux, dans le travail, c'est moins le travail qu'ils aiment que la valeur, la plus-value... Le travail, ils le font faire aux autres, et toujours plus, et toujours plus mal. Le point sur les raisons de revendiquer une réduction du temps de travail démocratiquement décidée pour travailler toutEs et pour répondre aux besoins sociaux.

## TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX ET PRODUIRE MIEUX

Aujourd'hui, l'épreuve de force qui oppose les capitalistes à celles et ceux qu'ils exploitent et oppriment se joue sur le terrain de la retraite. Même si ce n'est pas le seul objectif de la contre-réforme de Macron, il s'agit bien de nous faire travailler plus longtemps. Elle reprend une obsession des capitalistes : nous faire travailler plus, plus longtemps, plus durement. Report de l'âge de la retraite, mais aussi chasse aux chômeurEs, intensification du travail... tout leur est bon pour exploiter plus, pour profiter plus.

**D**e notre côté, au-delà de l'absolue nécessité de battre cette contre-réforme, il s'agit de reprendre le flambeau de la longue lutte du mouvement ouvrier pour réduire le temps de travail. Journée de 8 heures, semaine de 40 heures, de 35 heures puis de 32 heures, congés payés, retraite à 60 ans, congés maternité puis parental... Autant de revendications et de combats pour le droit au repos et au temps libre, pour le droit de faire autre chose de sa vie.

### Partager pour travailler toutes et tous

Alors que le chômage et la précarité sont des armes puissantes aux mains des capitalistes pour imposer les reculs à l'échelle d'une entreprise comme plus globalement, il est indispensable d'unir ceux qui ont du travail



et ceux qui n'en ont pas pour reconstruire le rapport de forces. Il est tout aussi incontournable de combattre toutes les discriminations et surexploitations sexistes et racistes, toutes les fracturations entre salariéEs selon leurs statuts (contrat de travail, intérim, sous-traitance, uberisation, temps partiel...). Immédiatement, nous défendons la semaine de 32 heures sur 4 jours. La réduction de la durée légale du travail doit se faire sans perte de salaire et elle doit être entièrement compensée par des embauches, à la différence de ce qui s'est passé en 1998 avec les lois Aubry mettant en place les 35 heures. Alors, même si des emplois ont effectivement été créés, l'annualisation du calcul du temps de travail, l'intensification du travail, l'exclusion des petites entreprises et la non-limitation des heures supplémentaires ont



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

non seulement réduit l'impact de la réduction de la durée affichée du travail, mais surtout ont rendu les salariéEs méfiants à l'égard d'une mesure qui s'est traduite pour beaucoup par une dégradation des conditions de vie et de travail.

### Adapter le temps de travail à la productivité et à la production décidées

Au-delà des 32 heures, la réduction et le partage du travail jusqu'à la résorption du chômage permettrait à chacunE d'avoir un emploi lui permettant de vivre dignement. Mathématiquement, le partage entre toutEs des heures aujourd'hui travaillées en France aboutirait à une semaine de travail de 28 heures environ. Un tel calcul « toutes choses égales par ailleurs » permet de se faire une idée mais ni la production elle-même ni les conditions de la production ne peuvent rester en l'état. Cette échelle mobile des heures de travail permet d'adapter le temps de travail à la productivité et à la production décidées, de remettre les choses à l'endroit, de poser les questions dans le bon ordre. Premièrement, de quoi avons nous besoin ? Deuxièmement, comment produire ce qui est nécessaire dans de bonnes conditions ? Ce sont les réponses à ces deux questions qui déterminent la durée globale nécessaire du travail à partager entre toutEs.

### Produire pour satisfaire les besoins humains

« Le capital épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur ». Cette phrase de Marx, qui gagnerait à être plus inclusive (!), met en évidence le lien profond entre crises écologiques et crises sociales causées par le capitalisme. Ce système gaspille le travail et les ressources du sol et du sous-sol, et porte des atteintes toujours plus graves aux écosystèmes et à la biosphère. Son productivisme est sans limite car il produit des marchandises dont le seul but est d'être vendues pour réaliser le profit, qui servira à nouveau à produire des marchandises qui seront vendues... dans une circulation d'argent qui est sans rapport avec la satisfaction des besoins humains. Les crises écologiques, en particulier le basculement climatique,

Le partage entre toutEs des heures aujourd'hui travaillées en France aboutirait à une semaine de travail de 28 heures environ

Décider de produire et transporter moins tout en satisfaisant les besoins sociaux ne peut se faire que par le débat démocratique

imposent une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre qui sont dues majoritairement à l'utilisation des énergies fossiles (charbon, gaz et pétrole). Même avec un développement très important des énergies renouvelables, la réduction de la consommation d'énergie reste incontournable. Or celle-ci impose la réduction non moins radicale de la production matérielle et des transports. Il est aussi urgent d'éliminer les produits et procédés dangereux pour les salariéEs, les riverainEs et l'environnement, de réduire le plus possible la pollution et la consommation d'énergie, de concevoir des biens durables, réparables entièrement. Décider de produire et transporter moins tout en satisfaisant les besoins sociaux individuels et collectifs réels ne peut se faire que par le débat démocratique à tous les niveaux afin de planifier et d'organiser l'arrêt, la transformation, la création ou le développement des différentes activités.

Le pillage des ressources naturelles et la destruction des écosystèmes vont de pair avec l'exploitation destructrice de la force de travail humaine : usure, souffrance, maladies professionnelles, accidents du travail... Il ne suffit pas de passer moins de temps au travail, il est aussi essentiel de transformer l'organisation du travail afin d'en réduire la pénibilité et de préserver la santé physique et mentale des salariéEs pour ne plus perdre la vie (et la santé) en essayant de la gagner. La souffrance est aussi due à un travail qui n'a pas de sens, au mal-travail, c'est-à-dire au fait que le capitalisme empêche de faire bien son travail, de travailler utilement pour la société.

Oui ! Nous voulons travailler moins et en même temps construire une émancipation au travail et en dehors du travail. Et plus encore, nous revendiquons avec Marx « la prédominance de "l'être" sur "l'avoir" dans une société sans classes sociales ni aliénation capitaliste, c'est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets : la réalisation personnelle par le biais de véritables activités, culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques ». Christine Poupin

# SOCIALISER LE SALAIRE POUR RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL GRÂCE À LA SÉCURITÉ SOCIALE RENDUE AUX TRAVAILLEUR·E·S

Dans la société capitaliste, le droit aux loisirs, à un temps nécessaire pour se détendre et se reposer, hors la récupération immédiate de la fatigue, développer ses capacités créatrices, ses aptitudes physiques, sa culture, construire des relations sociales riches et diverses est l'apanage de la classe dominante.

Les classes désignées (le terme est révélateur) comme « laborieuses » ont pour leur part vocation à passer le plus possible de leur temps disponible au travail contraint, générateur (directement ou indirectement) de plus-value. Pour imposer cette contrainte, les capitalistes disposent d'une arme absolue : toute interruption du travail prive instantanément le/la salarié·e des moyens de vivre et de faire vivre sa famille. L'instauration, résultat des combats ouvriers, d'une protection sociale, permet au/à la salarié·e de continuer à bénéficier d'un revenu de remplacement pour vivre, lui/elle et sa famille, même s'il/elle doit temporairement interrompre son travail. La classe dominante s'y est toujours opposée, dénonçant

« Le temps pendant lequel l'ouvrier travaille, est le temps pendant lequel le capitaliste consomme la force de travail qu'il lui a achetée. Si le salarié consomme pour lui-même le temps qu'il a de disponible, il vole le capitaliste » (K. Marx, *Le Capital*, L1, III, 10, la journée de travail)

« Nous devons travailler plus et plus longtemps » (E. Macron, interview télévisée 14 juillet 2022)

un encouragement à l'oisiveté « naturelle » des classes populaires. L'idéologie de la « valeur travail » et de « l'assistanat » n'en sont que les derniers avatars.

## La Sécurité sociale : le salaire socialisé pour financer le « hors travail »

Pour le capitaliste, prendre sur ses profits, pour payer un·e salarié·e au travail est un mal nécessaire. Le payer à ne « rien » faire est plus difficilement acceptable. Tel est pourtant le rôle des cotisations sociales qu'il est dans l'obligation de verser. Cette partie socialisée du salaire est mise en commun dans les caisses de Sécurité sociale et reversée en fonction des besoins.

Outre le remboursement des soins, les cotisations sociales permettent d'assurer en cas de nécessité un revenu de remplacement pour les situations où le/la salarié·e se trouve « hors travail » : maternité, retraite,

maladie, chômage, études et formation. Elles permettent par les allocations familiales de reporter la mise au travail précoce des enfants et leur accession à une éducation de base.

Au cours des cinquante dernières années, les contre-réformes libérales ont cherché à rogner cette partie du salaire pour augmenter celle des profits. Réduire les allocations chômage en contraignant le/la salarié·e à retourner au travail quelles que soient les conditions, imposer des jours de « carence » pour limiter les arrêts maladie, réduire les pensions et retarder l'âge du départ en retraite pour diminuer le budget consacré à la retraite sont les différentes facettes de cette offensive.

## Permettre la socialisation du travail reproductif

La Sécurité sociale offre aussi la possibilité d'améliorer la socialisation du travail reproductif,

L'instauration d'une protection sociale permet de continuer à bénéficier d'un revenu de remplacement pour vivre même si on doit interrompre son travail

reposant traditionnellement pour l'essentiel sur les femmes dans le cadre de l'institution familiale. Parmi ses missions : fournir des équipements pour la petite enfance (crèches) financés par les caisses d'allocations familiales.

## Un « salaire à vie » pour prendre en charge le « hors travail »

Un projet politique émancipateur doit viser à élargir la prise en charge de toutes les situations « hors emploi » en assurant leur

financement par un « salaire prolongé » et des services publics. Cela passe par :

- la généralisation d'un service public de la petite enfance financé par la Sécurité sociale ;
- le versement d'allocations familiales dès le premier enfant sans condition de ressource ;
- au-delà des études secondaires, droit à un présalaire étudiant ;
- l'indemnisation du chômage doit être intégré au sein de la Sécurité sociale ;
- le droit à la retraite, avec prolongation des meilleures années de cotisation à 60 ans pour toutes et tous, à taux plein et 375 années de cotisation (55 ans et 35 ans de cotisation pour les travaux pénibles) ;
- le financement intégral par la Sécurité sociale d'un service public

de la perte d'autonomie (handicap et 4<sup>e</sup> âge).

## Un autre partage des richesses, une Sécurité sociale autogérée par les assurés

Financer le « hors travail » exclusivement par la part dite « patronale » des cotisations sociales<sup>1</sup> suppose bien sûr un affrontement avec la classe dominante, pour une modification radicale du partage des richesses autour des revendications suivantes :

- en finir avec toutes les exonérations de cotisations sociales pour les employeurs ;
- supprimer toutes formes d'emplois précaires ou aidés ;
- augmenter les salaires pour une hausse également des cotisations sociales.

Faire vivre ce projet émancipateur, suppose une Sécurité sociale indépendante de l'État et des employeurs gérée par les représentants élus, contrôlables et révocables des assurés sociaux eux-mêmes : une Sécurité sociale autogérée.

J.-C. Laumonier

1 – Les cotisations dites salariales ne sont qu'une manière de réduire le salaire net. Elles doivent être supprimées.

# SOCIALISER LE TRAVAIL INVISIBLE DES FEMMES : LA REPRODUCTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Marx montre que le capital a deux manières d'augmenter la production de la sur-valeur : soit en accroissant le taux d'exploitation, en prolongeant le temps de travail ou en baissant les salaires, soit en développant la productivité à travers la mécanisation du travail<sup>1</sup>. Or on constate aujourd'hui une baisse des gains de productivité dans le contexte d'un capitalisme tertiarié, en crise depuis 2007-2008, qui rend difficile la deuxième solution.

Il ne reste dès lors pour le capitalisme en crise que la première solution pour continuer à se reproduire comme système économique : augmenter le taux d'exploitation. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la contre-réforme des retraites actuelle.

## Un travail reproductif de plus en plus marchandisé

Cette augmentation brutale de l'exploitation a des effets sur un autre domaine souvent invisibilisé, bien qu'également primordial au fonctionnement capitaliste, ce que le féminisme marxiste a appelé la « reproduction sociale ». En effet, pour pouvoir continuer de produire, il faut reproduire les conditions de production, et parmi elles, l'existence d'une force de travail sans cesse renouvelée.

Le travail reproductif est précisément ce travail qui produit et reproduit au quotidien et générationnellement la force de travail, soit les travailleurs et les travailleuses. Historiquement, il a été pris en charge en majorité par les femmes dans le cadre familial (soin de la maison, préparation des repas, éducation des enfants, etc.). Sous la

pression des luttes sociales et féministes du 20<sup>e</sup> siècle, il a été en partie mutualisé via les services publics, dans le domaine de la santé et de l'éducation par exemple. Aujourd'hui, avec le développement du néolibéralisme, on assiste à un dernier bouleversement dans sa prise en charge : il est de plus en plus marchandisé, réalisé par le secteur privé, avec les services à la personne. Mais comme le souligne Nancy Fraser, « dans un contexte d'inégalité croissante, cela aboutit à une reproduction sociale à deux vitesses : utilisée comme marchandise pour celles qui peuvent en payer le prix, restant à charge de celles qui n'en ont pas les moyens »<sup>2</sup>.

## Vers une crise de la reproduction sociale ?

La contre-réforme des retraites, ainsi que l'ensemble des mesures visant à augmenter le taux d'exploitation, ne vont de fait que renforcer la difficulté pour les familles, et en particulier les femmes, à assurer leur propre travail reproductif. Dans un contexte de casse des services publics, d'augmentation du temps passé au travail salarié, d'impossibilité du recours aux anciens qui eux

Le capitalisme est pris dans une contradiction fondamentale : (re) produire la force de travail et (re)produire les profits

et elles-mêmes travaillent de plus en plus tard, il va devenir de plus en plus difficile pour chacun·e de renouveler sa propre force de travail ainsi que celle de son entourage. Pas de temps pour préparer les repas, pour s'occuper des enfants, pas de services de santé pour se soigner, une sélection de plus en plus accrue qui rend difficile l'accès à l'éducation, etc. L'ensemble des activités est alors tournée vers le travail salarié. Ces bouleversements contemporains poussent ainsi certaines autrices à parler de « crise de la reproduction sociale ». À terme, celle-ci peut avoir des conséquences importantes : car une véritable crise de la reproduction sociale entraînerait une crise de la main-d'œuvre, ce qui renforcerait en retour la crise du capitalisme.

Mais cette tension n'est en réalité pas nouvelle, elle constitue même une tendance globale du capitalisme qui, depuis son extension au 19<sup>e</sup> siècle, a toujours visé à diminuer au maximum le travail reproductif, pour la simple et bonne raison que ce n'est pas un travail qui produit directement de la valeur. Il a ainsi essayé de résoudre différemment au cours de son histoire cette contradiction fondamentale, pris entre la nécessité de (re)produire la force de travail et celle de (re)produire les profits. Sans jamais pouvoir la dépasser.

## Diminuer le « royaume de la nécessité »

La seule façon de la résoudre est en réalité de sortir de la logique des profits pour remettre la vie au centre : c'est pourquoi nous devons revendiquer une autre organisation de la reproduction sociale. Non pas pour en revenir à sa prise en charge individuelle et isolée au sein des foyers, centre de l'exploitation des femmes, mais au contraire pour défendre sa socialisation. Cela passe bien évidemment d'abord par le financement des services publics actuels et par leur extension, tant en quantité



qu'en qualité. Mais cela nécessite également une réorganisation de notre vie quotidienne, par la mutualisation d'un ensemble de tâches reproductives, par exemple en développant des cantines, des laveries et des gardes d'enfants collectives à l'échelle des immeubles et/ou des quartiers. Une telle mutualisation permettrait d'abord de sortir les tâches reproductives du foyer, centre névralgique de l'oppression des femmes.

En outre, leur prise en charge collective permettrait de gagner du temps : plutôt que de reproduire chacun·e chez soi les mêmes tâches tous les jours, en les faisant pour tout·es plus ponctuellement, elles nous prendraient moins de temps. Nous remettrions ainsi le temps libre au centre de nos vies, afin d'en profiter pleinement. Pour reprendre les termes de Marx, nous diminuerions ainsi le « royaume de la nécessité », afin d'augmenter celui de la liberté : « le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et par opportunité imposée de l'extérieur ;

il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de la reproduction matérielle proprement dite [...] La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail »<sup>3</sup>. Simplement, nous amènerions ici Marx en ajoutant que l'enjeu n'est pas seulement de réduire la journée de travail, mais bien la double journée de travail. Cela commence aujourd'hui par faire reculer le gouvernement et sa contre-réforme des retraites. Mais au-delà de cette logique défensive, il faut porter une alternative à la désorganisation capitaliste de la reproduction sociale. Plus que jamais, il est l'heure de faire résonner notre slogan : nos vies, pas leurs profits !

Aurore Koehlin

1 – Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Paris, Éditions sociales, 2016.

2 – Nancy Fraser, « Crise du care ? Paradoxes socio-reproductifs du capitalisme contemporain », in Tithi Bhattacharya (dir.), *Avant 8 heures, après 17 heures. Capitalisme et reproduction sociale*, Toulouse, Blast, 2020, p. 47.

3 – Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 742.

## RÉFORME DES RETRAITES Les mobilisations de la jeunesse sévèrement réprimées à l'université

Ce début d'année 2023 est marqué par une forte mobilisation sociale contre la réforme des retraites. Pour seule réponse du gouvernement, la répression.

En l'espace d'une semaine, deux événements indécents ont eu lieu au sein d'une instance censée nourrir et protéger la pluralité des points de vue et de leurs expressions : l'université.

En effet, le 19 janvier, première journée de manifestation contre la réforme des retraites, une assemblée générale organisée à l'université de Strasbourg est évacuée par les CRS. Le lundi 23 janvier, la répression continue : sur le Campus Condorcet à Aubervilliers, des étudiantEs de l'EHESS (École des Hautes Études en sciences sociales présente sur le campus) et d'autres établissements viennent occuper une salle qui devait être mise à leur disposition depuis plusieurs mois. La présidence du Campus n'a pas hésité à abandonner toute forme de communication au profit de la violence. Ce sont donc 29 personnes qui ont été gardées à vue, insultées et violentées pendant 22 heures. La mobilisation qui s'est construite en réponse a permis, grâce à un rapport de forces, d'obtenir la libération des inculpés.

### Le gouvernement craint la jeunesse

Malheureusement, ces deux cas ne sont pas isolés. Nous nous rappelons toutEs des images effroyables de ces lycéenEs agenouillés les mains sur la tête à Mantes-la-Jolie lors du mouvement contre Parcoursup en 2018. Plus récemment, en octobre 2022, 23 élèves du lycée Joliot-Curie à Nanterre ont été interpellés et placés en garde à vue alors qu'ils se mobilisaient pour soutenir leur enseignant, Kai Terada. Ces événements violents et condamnables montrent que le gouvernement et les instances qui y sont rattachées violentent pour tenter de ruiner l'une des mobilisations les plus importantes des dernières années. Mais par ailleurs, si ces attaques sont importantes, c'est qu'elles essaient de se montrer aussi fortes que les mouvements de jeunesse. Ces mouvements sont et resteront une force de mobilisation crainte par notre gouvernement.

Le potentiel de mobilisation de la jeunesse est puissant. Alors, au lycée, à l'université ou sur nos lieux de travail, continuons de construire la riposte contre la réforme des retraites ! Dans la rue, soyons des millions !

Les Jeunesses Anticapitalistes du NPA



DR

## MOUVEMENT SOCIAL Coup de froid dans les stations de sports d'hiver

L'annonce d'un préavis de grève illimité, déposé par les syndicats CGT et FO des remontées mécaniques à compter du mardi 31 janvier, a eu un immense écho médiatique.

Confondant préavis de grève et appel à la grève reconductible, les médias ont relayé l'indignation que la bourgeoisie a pu éprouver à l'idée que ses vacances au ski pourraient être menacées. Olivia Grégoire, ministre du Tourisme, est ainsi allé exprimer le sentiment de sa classe, en appelant « au respect des vacances » sur Radio France Bleu Savoie. Si les macronistes se font du souci pour leurs vacances aux sports d'hiver, les travailleurEs saisonniers des remontées mécaniques

s'inquiètent pour leurs droits sociaux. La colère est forte, comme en témoigne la mobilisation importante des stations le 19 janvier, qui s'est par exemple exprimée à Albertville, où les saisonnierEs étaient nombreux dans la manifestation qui aurait réuni 2400 personnes selon la police, un chiffre considérable pour une petite sous-préfecture.

### Les saisonniers en colère

La colère est forte chez ces salariéEs saisonniers, qui ont souvent des carrières

## BOLLORÉ LOGISTICS « On assiste à une minimisation des risques industriels. Les incidents et accidents restent à un très haut niveau »

Entretien. Trois ans après la catastrophe de Lubrizol, un nouvel incendie s'est déclaré le 16 janvier sur un site industriel à proximité de Rouen. La préfecture annonce qu'il n'y a aucun danger. Gérald Le Corre, responsable santé travail CGT76, répond à nos questions.

### Que sait-on de cet incendie et de ses risques ?

L'incendie de Bolloré Logistics a démarré vers 16 h 30. Il trouve son origine dans une cellule de stockage louée par Bolloré dans laquelle étaient entreposées 12500 batteries au lithium. Le feu s'est propagé à une autre cellule où étaient stockés 70 000 pneus. Puis, alors que le préfet annonçait que l'incendie était circonscrit, le feu a atteint dans la nuit une troisième cellule comprenant du textile et des palettes.

La communication préfectorale est bien pire qu'en 2019 lors de l'incendie de Lubrizol pour lequel les autorités indiquaient l'absence de toxicité aiguë, c'est-à-dire de risque mortel à court terme, sans se prononcer sur les risques à long terme. Dans son premier communiqué, vers 19 h, la préfecture insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un site classé, laissant entendre un risque moindre. Quelques heures plus tard, la sentence tombe : il n'y a « aucun risque particulier ». Informé vers 17 h, il ne m'a pourtant fallu que quelques minutes pour lire que selon l'INRS<sup>1</sup> les fumées de batteries au lithium sont toxiques. Pour sa part, l'INERIS<sup>2</sup> rappelle que les pneus sont des matières qui dégagent le plus de HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) dont certains sont des cancérigènes avérés. On note un véritable double discours des autorités : quand la CGT brûle des pneus, ce que je déplore, c'est polluant et cancérigène ; quand Bolloré fait cramer 70 000 pneus, il n'y a aucun risque ! Dix jours après l'incendie, la préfecture et l'ARS ont indiqué que « les résultats sont tous inférieurs aux valeurs sanitaires de références dites aiguës ». La formulation utilisée ne nous rassure pas. Les



DR

fumées de l'incendie comportent des dizaines de produits toxiques et cancérigènes. Si les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs de référence pour chaque substance, cela ne prend pas en compte le risque d'effet cumulé, dit aussi « effet cocktail ». De plus, la préfecture refuse de discuter avec nous sur le sujet. À l'occasion de son discours de départ, le préfet compare tous ceux qui critiquent l'État à des « complotistes »<sup>3</sup>.

### Quelles ont été les informations données aux populations avoisinantes ?

Le préfet a décidé de ne pas enclencher le dispositif Fr-alert qui permet d'alerter par SMS la population d'une zone déterminée. Il a été sévèrement critiqué par celui qui conseille le ministère de l'Intérieur sur le sujet<sup>4</sup>. Quant à la Métropole de Rouen, dont le président est le « socialiste » Nicolas Mayer-Rossignol, l'alerte n'a été envoyée qu'à 18 h 12, soit 1 h 45 après le démarrage du feu, en indiquant seulement d'éviter le secteur.

Bref, alors que toute fumée d'incendie industriel est dangereuse, personne ne prévient la population sur les risques et les mesures de prévention élémentaires ! D'une certaine manière, les discours des autorités sont conçus pour banaliser les risques d'un incendie industriel.

### Comment expliquer un incendie d'une telle ampleur ?

À ce stade, nous ne savons pas si le système d'extinction automatique s'est normalement déclenché ou s'il n'était pas correctement dimensionné. Ce qui semble évident, vu que le feu s'est propagé à deux autres cellules, c'est que des infractions à la réglementation ont été commises. C'est pourquoi la CGT notamment a décidé de porter plainte au pénal afin d'avoir accès au dossier et de peser sur la mise en œuvre d'investigations pertinentes concernant l'entreprise propriétaire du hangar mais aussi Bolloré. À la différence de l'explosion d'AZF de 2001 qui avait donné lieu à l'adoption rapide d'une réglementation plus contraignante, le gouvernement Macron a décidé, sans même attendre le rapport d'enquête du Sénat sur Lubrizol, de continuer sa politique d'assouplissement souhaité par le patronat. Les annonces de Borne, ministre de l'Environnement lors du crime industriel de Lubrizol, de postes supplémentaires d'inspecteurs des installations classées, n'ont pas

été tenues, on assiste à une minimisation des risques industriels. Résultat, les entreprises n'investissent pas assez, les incidents et accidents restent à un très haut niveau. Sans changement radical de politique, nous pouvons malheureusement prédire d'autres AZF, d'autres Lubrizol....

### Quelles sont les actions envisagées pour éviter que des accidents industriels se (re)produisent ?

Le collectif unitaire Lubrizol qui regroupe syndicats, associations et partis politiques à la gauche du PS s'est emparé du dossier Bolloré en appelant rapidement à un rassemblement qui a réuni plus d'une centaine de personnes. S'il existe des contacts avec d'autres collectifs locaux, nous peinons à construire une mobilisation unitaire nationale sur le sujet.

L'autre axe de travail est sur le volet judiciaire. Trois ans et demi après l'incendie Lubrizol, l'enquête n'avance pas vite et le procès pénal tant attendu ne se tiendra pas avant des années, ce qui retarde d'autant plus notre projet de procédure pour faute contre l'État, pour des questions de documents soumis à ce qu'on peut appeler le secret de l'instruction.

### Propos recueillis par Robert Pelletier

1 – Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

2 – Institut national de l'environnement industriel et des risques.

3 – « Seine-Maritime. Le préfet s'en va : "Ce dont je suis le plus fier, c'est la gestion de Lubrizol" », 76actu.

4 – « Pollution : l'usine brûle, l'État rassure », Mediapart.



## ÉNERGIE

# Réacteurs nucléaires : tous à la retraite !

Dans son discours de relance du nucléaire du 10 février 2022, Macron annonçait fièrement « j'ai pris deux décisions fortes » : prolonger à 50 ans la durée de vie des réacteurs et construire 6 nouveaux EPR, suivis de 8 autres. Mais la méthode Coué a ses limites.

Avant de penser prolonger les réacteurs actuels au-delà de 50 ans, il faudrait d'abord qu'ils tiennent le coup 40 ans, durée pour laquelle ils ont été conçus. Or c'est loin d'être le cas : cet été, plusieurs réacteurs ont dû être arrêtés pour cause de vieillissement prématuré.

Un phénomène bien connu mais difficile à maîtriser, la CSC (corrosion sous contrainte) affecte des organes de sécurité. La production totale des centrales EDF, retombée à l'automne à 44 % de la puissance totale du parc (données RTE), est remontée depuis, loin des objectifs cependant.

L. R.

# SANS-PAPIER·E·S Poursuivre la mobilisation contre la loi Darmanin le 18 février et le 25 mars

Globalement les mobilisations du 18 décembre ont été une réussite, avec plus ou moins de participation des migrantEs. Les situations sont extrêmement différentes selon les villes et les forces présentes sur le terrain.

Les mobilisations aussi combattives soient-elles restent modestes au regard de l'enjeu. La construction d'une campagne contre la loi Darmanin passe par des réunions unitaires et propositions de mobilisation comme à Montpellier ou Rouen. Dans certaines villes, comme Grenoble ou Rennes, les mobilisations portent la revendication du droit au logement, contre la loi scélérate Kasbarian et en soutien aux occupations d'écoles pour les familles sans-papiers. À Perpignan, les initiatives privilégient des liens transfrontaliers avec la Catalogne sud. À Toulouse, la mobilisation pour le logement d'une centaine de mineurEs isolés a obtenu une première victoire (voir *L'Anticapitaliste* n° 646).

## Lutter contre la réforme des retraites et la loi Darmanin

Une victoire sur la question des retraites, dans le cadre d'une puissante mobilisation sociale, ne peut que nous aider à obliger le gouvernement à retirer aussi la loi Darmanin, comme la réforme de l'assurance chômage ou encore la loi Kasbarian sur le logement, toutes destinées à faire la guerre aux pauvres. Les migrantEs, les sans-papierEs sont particulièrement précaires.



Leur insertion professionnelle est souvent tardive du fait de la difficulté d'être régulariséEs. Celles et ceux qui travaillent, les premierEs de cordée (aides à domicile, métiers pénibles, bâtiment, etc.), seront dans la misère à l'âge de la retraite, à laquelle ils n'auront pas droit pour la plupart.

Un titre de séjour pour les métiers dits « en tension » ne résout pas le problème puisqu'il s'agira d'une régularisation à la carte, avec un titre de séjour temporaire, au service du patronat, avec des travailleurEs qu'on jette quand on n'en a plus besoin. La contre-réforme des retraites impacterait aussi durement les personnes

racisées, les habitantEs des quartiers populaires victimes des discriminations à l'emploi, faisant les métiers souvent les plus précaires et les plus pénibles.

## Régularisation de toutes et tous les sans-papierEs

La régularisation de touTEs les sans-papierEs et l'égalité des droits est une revendication cruciale liée à nos revendications de partage du travail entre toutes et tous et d'égalité des salaires. Si l'égalité salariale homme/femme réglerait une partie importante du financement des retraites, celle de la régularisation de touTEs les sans-papierEs également, de même que l'égalité salariale liées aux discriminations à l'emploi que subissent les habitantEs des quartiers populaires.

D'ores et déjà, plusieurs dates de mobilisation sont prévues à Paris et en région. La Marche des Solidarités est un cadre d'actions, d'argumentation, de mutualisation des forces qui appelle notamment à des manifestations à Bordeaux, Nantes, Lyon, Paris, Toulouse, Lille, Calais, Marseille le 18 février contre les centres de rétention, et le 25 mars prochain pour la Journée internationale contre le racisme.

**Commission nationale immigration et antiracisme**

## JEU VIDÉO Ubisoft : le « plan d'attrition naturelle » ne passe pas auprès des salariéEs

Ce vendredi 27 janvier, pour la première fois de leur histoire, les salariéEs des antennes françaises du géant du jeu vidéo Ubisoft répondaient à l'appel à la grève lancé par Solidaires Informatique et le STJV (Syndicat des travailleurs et travailleuses du jeu vidéo).

Cette mobilisation est le résultat d'années de colère accumulée des employéEs contre les choix désastreux d'une direction hors-sol, plus intéressée par ses bilans financiers que par la production de jeux vidéo. La dernière goutte : un communiqué du PDG Yves Guillemot dans lequel il demande à ses salariéEs « leur dévotion et leur énergie totale » alors que les résultats financiers de l'entreprise ne sont pas suffisants selon les actionnaires pour l'année en cours.

Ce constat ne pourrait pas être plus hypocrite et rapace quand on sait que l'entreprise cumule 400 millions d'euros de résultats pour la seule période 2022-2023.

## « L'attrition naturelle », un système bien rodé chez Ubisoft

Les salariéEs d'Ubisoft craignent l'intensification de logiques déjà en place de manière systémique à Ubisoft. Le terme utilisé par la direction n'est qu'un euphémisme grossier cherchant à dissimuler un plan de licenciement qui ne dit pas son nom. Parmi ces pratiques, on trouve : la multiplication des CDD qui n'évoluent jamais en CDI, l'absence de possibilité d'avancement pour les plus ancienEs qui finissent par quitter d'eux-mêmes leur emploi, la mise au placard des employéEs « de trop », voire des pratiques de harcèlement comme celles dénoncées en 2020.

Ces mesures d'austérité pourraient menacer des milliers d'emplois au sein de la multinationale pour atteindre les résultats espérés de 200 millions d'économie sur deux ans.



## La balle est dans le camp des travailleurEs

Comme le suggère le mail envoyé par la direction, la balle est dans le camp des travailleurEs du studio. Ces pratiques de précarisation, d'infantilisation et d'intimidation n'ont que trop duré à Ubisoft et ailleurs. Dans l'industrie culturelle la plus profitable du monde, les travailleurEs doivent pouvoir toucher leur juste part des profits colossaux qui n'existent que grâce à elles et eux. Alors, comme les camarades d'Ubisoft, mobilisons-nous pour réclamer : l'augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation, la semaine de 4 jours et l'interdiction des licenciements. Luttons également pour nos camarades des autres studios à l'international qui soutiennent les mouvements en France mais ne peuvent les imiter à cause de la répression des grèves dans leurs pays.

Alexandre B.

C'est une victoire contre l'acharnement policier et judiciaire mais elle n'effacera pas les 7 mois et demi de prison de l'un d'eux et la « proximité trop grande » entre le tribunal de Bar-le-Duc et Cigéo. Mais victoire, aussi et surtout, contre la volonté de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) d'avancer coûte que coûte le projet d'enfouissement de déchets à 500 mètres de profondeur à Bure.

## Cigéo, c'est toujours non !

Avec 85 000 m<sup>3</sup> de déchets prévus dont 73 000 de haute activité à vie longue (1/2 vie de 24 000 ans pour le plutonium 239), comment garantir la pérennité de 265 km de galeries ? Celle des alvéoles de stockage ? Leur étanchéité ? La pérennité de la ventilation et de la

## DÉCHETS NUCLÉAIRES Procès contre les opposantEs à Bure : pschitt !

Quatre ans d'instruction, de contrôles, d'emprisonnement et de moyens judiciaires disproportionnés, pour aboutir, enfin, à une relaxe pour 4 militantEs et quatre mois de sursis pour les 3 autres (qui vont se pourvoir en cassation).

climatisation indispensables pour prévenir les incendies ? Comment prévenir la contamination des nappes phréatiques ? Comment prévenir les micro-séismes ? Les rejets de gaz ? Comment avertir les civilisations futures du danger ? À ce jour, l'Andra n'a jamais répondu de manière satisfaisante à ces questions.

En plus de tous les autres risques qui justifient qu'on combatte le projet Cigéo, la politique du passage en force du gouvernement



nécessite que nous manifestions notre opposition à la société nucléaire, policière et mortifère. Ni nucléaire ni effet de serre : une

autre politique énergétique est possible. Le NPA mobilise pour réussir le rassemblement européen contre ce coup de force des autorités, le 3 juin, à Bure.

Le NPA mobilisera pour réussir le rassemblement européen « Cent mille à Bure ! » contre le passage en force des autorités.

Le 3 juin soyons 100 000 luttés, 100 000 à Bure contre le nucléaire et son monde !

Correspondant

Vous avez dit 14 EPR ? L'EPR de Flamanville ne fonctionne toujours pas, avec déjà 13 ans de retard et un coût multiplié par 6 (plus de 20 milliards d'euros). Sa mise en service annoncée pour 2024 a déjà du plomb dans l'aile car des problèmes de fragilité du cœur du réacteur ne sont toujours pas réglés. Et 2024, c'est la date dérogatoire fixée par l'ASN pour remplacer le couvercle de sa cuve. Pas encore en service et déjà défectueux ...

## Le Sénat a supprimé l'objectif de réduction de la part du nucléaire

En septembre 2022, Macron s'est fâché : il veut « un déploiement à marche forcée de la stratégie nucléaire ». Son ministre Le Maire en a rajouté : le nucléaire est la condition sine qua non à la réindustrialisation de la France. Le 2 novembre, Borne a présenté un projet de loi « d'accélération

du nucléaire », qui prétend résoudre les complications techniques du parc nucléaire par la « simplification administrative ». En réalité, un passage en force : les sites seront dispensés d'autorisation d'urbanisme, le droit d'expropriation et la loi Littoral seront assouplis, le chantier pourra démarrer avant l'enquête publique... Ce 24 janvier, le Sénat a voté le texte à 94 % (239 voix contre 16), en alourdissant les peines pour intrusion dans les centrales et en imposant la révision du décret de fermeture de 12 réacteurs existants. Après Fukushima, la loi de transition énergétique de 2015 avait gravé dans le marbre que « la politique énergétique nationale a pour objectif de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 » (art. 1), repoussé à 2035 par un décret de 2018. Le Sénat a supprimé cet

objectif. Il n'est donc pas certain que la loi de programmation de l'énergie (PPE), en contradiction avec la loi, puisse être votée en 2023. Mais le nucléaire a son 49.3 : la politique du fait accompli.

## Risque d'accident nucléaire accru

À 64 ans pour les êtres humains ou à 60 et même 80 ans pour les réacteurs, le vieillissement n'est pas un problème pour Macron et les parlementaires à sa botte. Avec une différence : le vieillissement des réacteurs n'a rien à voir avec leur âge. Les réacteurs les plus atteints par la CSC et les pathologies du béton sont aussi les plus récents (centrales de Civaux et Chooz). La prolongation des centrales accroît davantage le risque d'accident nucléaire. Le refroidissement des réacteurs a aussi des conséquences graves sur la faune et la flore

aquatique et contribue significativement au réchauffement climatique. Greenpeace et Sortir du nucléaire ont claqué la porte du débat public, qualifié de « mascarade

démocratique ». Une attitude responsable, qui va aider à amplifier les mobilisations sur le terrain.

Commission nationale écologie

## MACRON VEUT PLUS DE NUCLÉAIRE



CHARMAG

**Vie du NPA****Agenda**

**Ciné-débat autour du film *Il nous reste la colère* en présence de Philippe Poutou**

**À Cannes** Samedi 4 février à 20 heures au cinéma l'Olympia, 5 rue de la Pompe, à l'initiative d'Attac o6.

**À Perpignan** Lundi 6 février 2023 à 19 heures au cinéma Le Castillet, 1 boulevard Wilson.



**Vendredi 10 février, rencontre du NPA «Où en est le féminisme lutte de classe?», Paris.** Avec Suzy Rojzman, Aurore Koechlin et des militantes féministes du NPA. À 18h, 30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12<sup>e</sup>.



**Samedi 18 février, réunion publique du NPA «Pas de révolution sans féminisme!», Orléans.** Avec Aurore Koechlin. À 15h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

**Retour sur le week-end de rencontre des Jeunesses anticapitalistes**

*Le week-end des 21 et 22 janvier avait lieu la première rencontre des Jeunesses anticapitalistes, nouvelle structure jeune du NPA.*

**C**e week-end a permis de se rencontrer entre jeunes de différentes villes (Toulouse, Paris, Montpellier, Lille, Orléans, Albi, Dijon et Lyon) et d'échanger, de débattre, de s'autoformer, de partager nos expériences militantes locales. L'occasion aussi de participer à la marche du 21 janvier à Paris, à l'appel des organisations de jeunesse contre la réforme des retraites, qui a rassemblé 150 000 personnes. Ce temps précieux de rencontre nous a permis de penser et d'organiser notre intervention militante dans la jeunesse autour de trois grandes campagnes qui tiennent compte de la séquence politique actuelle.

**Contre la réforme des retraites, pour les droits des femmes et contre les méga-bassines**

Tout d'abord, nous appelons toutes les jeunes à construire et organiser la lutte contre la réforme des retraites. Parce que nous ne voulons pas passer notre vie au travail



Le front uni des organisations de jeunesse le 21 janvier 2023. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

et que nous refusons le modèle de société dans lequel on nous impose de travailler toujours plus, faisons reculer le gouvernement! Ainsi, nous appelons, dans tous les milieux où nous intervenons (lycée, université, lieux de première embauche, etc.) à construire la mobilisation.

De plus, nous estimons que les mobilisations féministes, LGBTI et antiracistes doivent faire partie de nos priorités. Nous devons les construire en tant que telles et défendre leur autonomie, c'est-à-dire qu'elles soient pensées et menées d'abord par les premières concernées. Nous avons à l'horizon

la date du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Construisons cette journée de grève des femmes, en menant des campagnes partout, et en encourageant l'organisation d'assemblées féministes dans nos quartiers, nos lycées et nos universités.

Enfin, nous considérons comme primordiale la lutte écologique et contre tous les projets inutiles. Ainsi, nous nous donnons comme objectif de mobiliser largement lors de la prochaine manifestation nationale « Pas une bassine de plus », le 25 mars en Poitou-Charente. L'objectif : lutter contre

les projets de méga-bassines qui constituent un grand danger pour l'environnement (assèchement des nappes phréatiques, amplification des sécheresses...) et symbolisent à la fois la privation de l'eau par une minorité de grands agriculteurs et une vision productiviste de l'agriculture.

**Une direction jeune pour préparer les échéances à venir**

De plus, une direction jeune a été élue à la suite à la rencontre du 21 et 22 janvier. Parmi ses mandats, organiser les RIJ (Rencontres internationales de Jeunesse) qui auront lieu en France au mois de juillet prochain. Ces rencontres ont lieu chaque année dans le cadre de la Quatrième Internationale et réunissent des jeunes révolutionnaires du monde entier.

Si tu es lycéenE, étudiantE, jeune travailleurE ou sans emploi et que tu te reconnais dans cette politique et dans la campagne présidentielle menée par Philippe Poutou, rejoins les Jeunesses anticapitalistes! Pour un autre modèle de société, organisons-nous!

Mail : jeunes@nouveaupartianticapitaliste.org  
Twitter et instagram : @jeunesses\_npa  
Facebook : @jeunessesnpa  
**Les Jeunesses anticapitalistes du NPA**

**Meeting unitaire****À Rouen, la riposte s'organise contre la réforme des retraites**

Après le succès de la manif aux flambeaux le 25 janvier à Rouen, la riposte continue sur tous les terrains. À l'appel de la Nupes de la 3<sup>e</sup> circonscription de Seine-Maritime, un meeting a été organisé, lundi 30 janvier, à Sotteville-lès-Rouen dans la salle SNCF William Buddicom, au milieu du centre ferroviaire où se tenaient les grandes AG des cheminots en 1995 et qui fut au cœur des luttes successives des cheminots de la région rouennaise.

**C**e meeting unitaire rassemblant syndicats et partis politiques, le seul de ce type dans l'agglomération, fut un succès avec 200 personnes présentes. Ont pris la parole d'abord des représentantEs syndicaux de la Fédération CGT chimie, de la CFDT du secteur santé et de la FSU. Solidaires s'est retiré disant qu'il ne fallait pas mélanger le syndical et le politique.

**«Soyez imprévisibles!»**

Toutes et tous ont dénoncé cette contre-réforme des retraites, salué l'unité syndicale et la réussite du 19 janvier en appelant à être plus nombreuxEs dans la rue et en grève le lendemain 31 janvier. Le dirigeant de la FSU étant membre du SNESsup a informé que profs et étudiantEs feraient cortège commun le 31. Un meeting à l'université est prévu jeudi 2 février, avec des éluEs Nupes et la participation de Christine Poupin pour le NPA. Puis ont suivi des interventions nombreuses de la salle. À une question sur l'ambiance chez les



Manifestation aux flambeaux le 25 janvier 2023 à Rouen. NPA

« raffineurs », la fédé CGT chimie a répondu qu'elle appelait à la grève : dans les raffineries, il faut une semaine au moins pour qu'elle soit effective, donc plutôt vers les 6-7 février, et que ce sont les salariés qui décident. Un salarié de la centrale de Paluel a dit que le 19 janvier des baisses de charge ont été opérées après cette date. De même, la grève était commencée

dès le 30 janvier et, probablement, d'autres baisses de charge seraient programmées. Il a été chaudement applaudi en déclarant que le mot d'ordre de la CGT est : « Soyons imprévisibles ! »

**La retraite à 60 ans**

Les syndicats présents ont été interrogés sur la retraite à 60 ans. Le camarade de la FSU a répondu

positivement en précisant qu'il faut intégrer les années d'études dans le compte des annuités. Se sont succédé à la tribune les représentants des partis politiques de la Nupes : Alma Dufour, députée Nupes/LFI, Hubert Wulfranc député Nupes/PC, Julie Godichaud, Générations, conseillère municipale de Sotteville-lès-Rouen, Gérard Leseul, député Nupes/PS. Ensuite ont été invitéEs à intervenir Christine Poupin pour le NPA et un membre de Générations. Les représentants du PS et du PC ont parlé de la motion référendaire présentée par leur groupe au Parlement. Lors d'un deuxième passage de parole à la salle, une intervention a fait remarquer que la victoire ne se gagnera pas au parlement. Alma Dufour a répondu que le vrai lieu du combat se joue dans la rue et que ce sont les mobilisations qui arracheront la victoire, mais qu'il ne faut pas les opposer avec le travail effectué à l'Assemblée, complémentaire. Sans se leurrer. **Correspondante locale**

# 30 janvier 1933 : l'arrivée d'Hitler au pouvoir

**A**ux élections législatives de 1928, les nazis ne récoltèrent que 2,6% des voix, un score à la hauteur de l'influence dont bénéficiait alors Hitler. L'effondrement en novembre 1929 de la bourse de Wall Street changea brutalement la donne : reconstruite dans les années 1920 avec des capitaux américains, l'Allemagne fut touchée de plein fouet par la crise. L'économie allemande s'effondra en quelques mois : alors que les faillites se multipliaient, un tiers de la population active se retrouva au chômage, tandis que celles et ceux qui travaillaient encore étaient contraints d'accepter de fortes baisses de salaire.

## Crise du capitalisme et essor du nazisme

Cette situation ouvrant au parti communiste allemand de grandes possibilités, le patronat finança sans compter les bandes nazies, afin qu'elles contiennent la menace ouvrière. Grâce à ces nouveaux moyens, Hitler fit étalage de ses talents de propagandiste, sautant de meeting en meeting pour proposer de régler les problèmes, en éradiquant les communistes et tous « les traitres » au peuple allemand (juifs, étrangers, socialistes, etc.). Tandis que ses SA (sections d'assaut), recrutées parmi les chômeurs et les déclassés sociaux, multipliaient les attaques contre les militants communistes, les nazis devinrent une force majeure du jeu politique allemand, jusqu'à obtenir 37,4% des voix aux élections législatives de juillet 1932.

Comme l'avait souligné Trotsky en décembre 1931, lorsqu'il dénonçait la ligne du parti communiste allemand qui considérait que l'arrivée au pouvoir des nazis était inévitable, Hitler avait toutefois mangé son pain blanc. Si les couches sociales les plus conservatrices étaient reconnaissantes aux nazis de les protéger des communistes, elles ne souhaitaient pas pour autant livrer l'Allemagne à des bandes de soudards dirigés par un psychopathe sans programme. Le temps était au reflux de la vague brune : aux élections législatives de novembre 1932, les nazis n'obtinrent que 33,1% des voix.

## La stratégie dramatique du parti communiste

En 1932, le KPD (Kommunistische Partei Deutschlands) était le plus puissant de tous les partis communistes. Rassemblant 16,9% des voix aux élections de novembre 1932, il organisait la classe ouvrière au sein d'un parti discipliné, fort de plusieurs centaines de milliers de membres. Il disposait d'une milice de plus de 100 000 membres (le Front rouge, Roter Frontkämpferbund) qui était en capacité d'affronter les SA sur le terrain. Le KPD avait toutefois une grande faiblesse : stalinisée à la fin des années 1920, sa direction était contrainte de relayer la ligne aussi incohérente qu'inconstante que lui dictait Moscou.

Pour la direction stalinienne du Komintern (III<sup>e</sup> Internationale), le KPD devait prioriser le contrôle de la classe ouvrière, ce qui devait

*Il y a 90 ans, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler devenait chancelier du Reich, puis s'emparait en quelques semaines de tous les pouvoirs. Une telle catastrophe était loin d'être inévitable et fut la conséquence de la désastreuse politique que menèrent tous les partis allemands et tout particulièrement le puissant parti communiste allemand.*



Hitler au Palais des congrès de Berlin en 1933.



«Travail et pain», affiche nazie de 1932.

l'amener à considérer les sociaux-démocrates comme son ennemi principal. Si le KPD était la principale victime des attaques des SA, qui assassinaient chaque année une centaine de ses militants, il assistait sans déplaisir à la montée en puissance des nazis, en estimant qu'il pourrait tirer les marrons du feu de la crise que provoquerait leur arrivée au pouvoir. Plus grave encore : si le KPD refusait toute alliance avec le SPD, il n'hésita pas à faire de petites alliances tactiques avec les nazis, afin d'affaiblir la république bourgeoise et ses institutions.

Ce rapprochement fut facilité par un changement de discours, qui amena le KPD à décliner en Allemagne le tournant patriotique pris par Staline, pour diffuser une propagande aux accents nationalistes, qui n'était pas sans parenté avec celle des nazis. Partageant avec les nazis le culte du chef, le KPD présentait ainsi son secrétaire général, Ernst Thälmann, comme le « Führer des travailleurs » (Arbeiterführer). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'une partie de l'électorat communiste ait pu être tentée de reporter ses voix sur les candidats nazis, en les considérant comme un moindre mal face aux partis du « système ».

## L'appel aux nazis

Si la bourgeoisie allemande avait su industrialiser son pays, elle avait aussi des traits archaïques,

Pour la direction stalinienne du Komintern, le KPD devait prioriser le contrôle de la classe ouvrière, ce qui devait l'amener à considérer les sociaux-démocrates comme son ennemi principal

en particulier visibles dans les élites prussiennes, qui étaient dominées par une noblesse de service, formée dans le service militaire de l'État. L'incarnation de cette classe conservatrice était alors Hindenburg, un maréchal monarchiste et ultra-réactionnaire qui exerçait depuis 1925 les fonctions de président du Reich (l'État). Né en 1847, Hindenburg constituait un anachronisme vivant, qui en ces temps de crise était perçu par la bourgeoisie comme un garant de l'ordre et de la stabilité. Lorsqu'en juillet 1932, l'addition des voix des nazis et du KPD ne permit plus d'avoir une majorité à la chambre, Hindenburg sortit de sa réserve habituelle pour établir un régime présidentiel, en nommant et destituant des chanceliers, qui ne pouvaient gouverner que par les ordonnances présidentielles. En décembre 1932, Hindenburg, qui souhaitait en finir avec le parlementarisme, confia la chancellerie à Schleicher, un général d'extrême droite. Le nouveau chancelier proposa aussitôt à Gregor Strasser, le numéro 2 du parti nazi, d'entrer au gouvernement. La manœuvre inquiéta Hitler, qui voyait son bras droit le trahir, mais aussi Hindenburg, dans la mesure où Strasser constituait le leader de l'aile corporatiste du parti nazi, ce qui amenait le vieux président prussien à le considérer comme un quasi-bolchevik.

Pour les élections du 5 mars, la gauche eut le plus grand mal à faire campagne, puisque les SA multipliait les attaques sur ses meetings

Hitler d'interdire le KPD et de faire arrêter ses dirigeants. Au matin du 28 février, Hitler expliqua à Hindenburg que les communistes tentaient un coup d'État, avant de lui faire signer une ordonnance qui mettait le pays en état d'urgence et autorisait le chancelier à suspendre toutes les libertés, à son bon vouloir. Hitler fit aussitôt interdire les organisations ouvrières, puis très vite toutes les organisations indépendantes des nazis, tandis qu'il accordait aux SA le statut de police auxiliaire. Les SA profitèrent de leurs nouveaux pouvoirs pour arrêter les opposants et les envoyer dans les camps de concentration qu'ils ouvrirent dans toute l'Allemagne. Le 23 mars, Hitler arrachait au Reichstag un décret permettant au chancelier d'adopter tous les textes législatifs qu'il souhaiterait sans vote ni contrôle du Parlement. Le régime nazi était désormais en place et ses grandes lignes ne changèrent plus jusqu'en 1945. Le Reichstag ne constituait qu'un parlement sans pouvoir, dont les députés n'étaient réunis que pour applaudir les discours délirants d'Hitler. Hindenburg conserva son rang présidentiel jusqu'à sa mort, en août 1934, ses pouvoirs furent alors transférés au « Führer et chancelier » Hitler.

## Contre le fascisme, s'allier «avec le diable et sa grand-mère»

Les conditions de l'arrivée d'Hitler au pouvoir montrent avec

quelle facilité un parti d'extrême droite peut faire basculer les choses, dès lors qu'il parvient à s'emparer des leviers de l'État. Une fois que les fascistes ont mis la main sur l'appareil policier, les principes de l'ordre légal et du parlementarisme s'avèrent incapables à garantir les libertés. C'est ce que les dirigeants du KPD apprirent à leurs dépens : s'ils pensaient que l'arrivée d'Hitler à la chancellerie leur ouvrirait la porte du pouvoir, la seule porte qu'elle leur ouvrit fut celle des camps d'internement et des chambres de torture. Les faits ont ainsi confirmé ce que disait Trotsky, lorsqu'il mettait en garde les communistes allemands devant la désastreuse politique de leur direction, qui refusa jusqu'au bout de s'allier avec les sociaux-démocrates pour barrer la route d'Hitler. Face au fascisme, Trotsky leur avait expliqué qu'il fallait s'allier à toutes les forces disponibles, y compris, précisait-il avec son habituelle ironie, « avec le diable, avec sa grand-mère et même avec les [chefs sociaux-démocrates] Noske et Zörgieble ». Pour ne pas l'avoir compris, le plus puissant parti communiste du monde se trouva réduit à néant en quelques semaines, tandis que la classe ouvrière allemande se trouvait projetée dans le cauchemar de la nuit nazie.

Laurent Ripart

Les conditions de l'arrivée d'Hitler au pouvoir montrent avec quelle facilité un parti d'extrême droite peut faire basculer les choses, dès lors qu'il parvient à s'emparer des leviers de l'État



Affiche du Rot-Front de 1928.

# ÉCONOMIE Comment interpréter l'actuelle crise des GAFAM ?

*Licenciements, nouveaux modèles économiques, guerre technologique : comment interpréter l'actuelle crise des GAFAM ? Après la croissance exponentielle de leur activité pendant la période de la pandémie du Covid-19, les géants de l'économie numérique sont en perte de vitesse, leurs titres boursiers sont en baisse (le Nasdaq a baissé de 30 % en un an) ce qui se traduit par des vagues de licenciements massifs.*

## LE MONDE MERVEILLEUX DES GAFAM



Pendant la crise sanitaire, l'activité en ligne avait explosé, dopée par le télétravail et l'e-commerce, mais cette période de croissance semble être révolue. Après Meta<sup>1</sup>, Twitter et Amazon, c'est maintenant au tour de Google. L'entreprise de Mountain View a annoncé récemment la suppression de 12000 emplois — soit plus de 6% de ses effectifs mondiaux. Sundar Pichai, le directeur général d'Alphabet (la maison mère de Google) justifie le plan massif de licenciements par le changement de la conjoncture économique par rapport aux vagues d'investissements qui avaient accompagné « des périodes de croissance spectaculaire »<sup>2</sup>. La crise et l'inflation galopante ont un impact sur les revenus du marché de la publicité numérique, centrale dans le modèle économique de certaines grosses entreprises comme Google et Facebook. Ce qui expliquerait le fait que pour l'instant l'entreprise Apple, plus centrée sur le marché des produits hardware (tablettes, téléphones...) n'a pas annoncé de plan de licenciements. Certains investissements, comme par exemple celui de M. Zuckerberg sur le métaverse, se révèlent être très risqués tandis que d'autres entreprises, c'est le cas de Twitter, cherchent de nouveaux modèles économiques viables.

### L'éclosion de la bulle dans les années 2000

Le ralentissement économique de la tech fait suite à un âge d'or de plus de vingt ans pendant lequel les acteurs de la Silicon Valley semblaient intouchables. Depuis l'éclosion de la bulle au début des années 2000, les entreprises numériques avaient vécu une période de croissance qui avait coïncidé avec le lancement de l'étiquette du « web 2.0 ». Popularisée par Tim O'Reilly en 2003, celle-ci a accompagné le lancement d'une série de plateformes commerciales fondées sur le modèle du contenu généré par l'utilisateur. Bien évidemment la dimension participative est intrinsèque à la technologie de l'internet civil depuis ses débuts et n'a donc pas attendu le « web 2.0 ». Ce terme a par contre permis aux acteurs du web d'associer leurs sites à l'idée de faire société et d'encourager donc les internautes à s'engager dans la production de contenus pour les médias « sociaux » en masquant les enjeux économiques qui se situent derrière l'exploitation des données. Le far west dans l'utilisation des données personnelles génère toutefois de plus en plus d'inquiétudes de la part des internautes en particulier suite à l'explosion des scandales comme celui de Cambridge Analytica ou encore les révélations d'Edward Snowden. Cela a aussi encouragé les institutions internationales comme la Commission européenne à produire des textes, dont la mise en application et l'esprit libéral restent très problématiques, mais qui essaient de légiférer en matière de modération des contenus et de régulation de la concurrence<sup>3</sup>.

### Une redéfinition des modèles économiques ?

Si l'actuelle crise ne semble pas avoir la même nature que celle du début du siècle, ce qui pourrait se jouer est, comme à l'époque, une redéfinition des modèles économiques de certaines grandes plateformes qui aujourd'hui vivent une période de transition. La presse spécialisée s'interroge sur le choix stratégique des licenciements chez Google : une grosse partie des employés virés semblent faire partie de l'équipe du programme open source tandis que les équipes travaillant sur l'IA

(l'intelligence artificielle) n'auraient pas été touchées<sup>4</sup>. Nous avons en outre assisté à l'achat de Twitter de par Elon Musk avec de nouvelles questions qui se sont posées autour du dépassement du modèle de la « gratuité » mais aussi les investissements massifs de Mark Zuckerberg dans le métaverse constituant un tiers des investissements globaux du groupe Meta. Né de la fusion entre le mot « meta » et « universe », ce concept vise à créer une réalité virtuelle physique en alliant réalité augmentée et espaces virtuels et en articulant à la fois les jeux vidéo, les réseaux sociaux, l'e-commerce ainsi que les mondes immersifs en 3D. Dans ces espaces, il est possible d'effectuer toute une série d'actions de la vie quotidienne, se rendre à des événements, participer à des réunions, acheter des vêtements avec les crypto-monnaies, un autre secteur qui a été particulièrement touché par l'écroulement boursier. Pour certains acteurs économiques, le métaverse constituerait le futur d'internet tandis que pour d'autres le pari est très risqué. Le métaverse pourrait représenter un pas supplémentaire franchi en direction d'une pénétration de plus en plus importante du monde de la marchandise dans l'ensemble des sphères des activités humaines. Quoi qu'il en soit, la viabilité du métaverse est pour l'instant incertaine et cette instabilité pousse certains investisseurs à perdre confiance dans le secteur numérique et à se tourner vers des secteurs considérés comme plus stables.

### Monopoles, surveillance des données et nouvelles enclosures numériques

Il y a donc plusieurs facteurs qui peuvent expliquer la vague de licenciements dans le secteur numérique qui sont liés à la fois à la crise économique, à la redéfinition des stratégies commerciales de certaines GAFAM mais aussi à la reconfiguration des conflits inter-impérialistes encouragée par la guerre en Ukraine. Cette situation est en effet à l'origine d'une sorte de guerre technologique entre les États-Unis et la Chine où les deux pays essaient d'œuvrer à un recentrage de leurs secteurs stratégiques. À cela s'ajoute le fait qu'il s'agit d'un secteur extrêmement financiarisé. Les entreprises comme Twitter ou

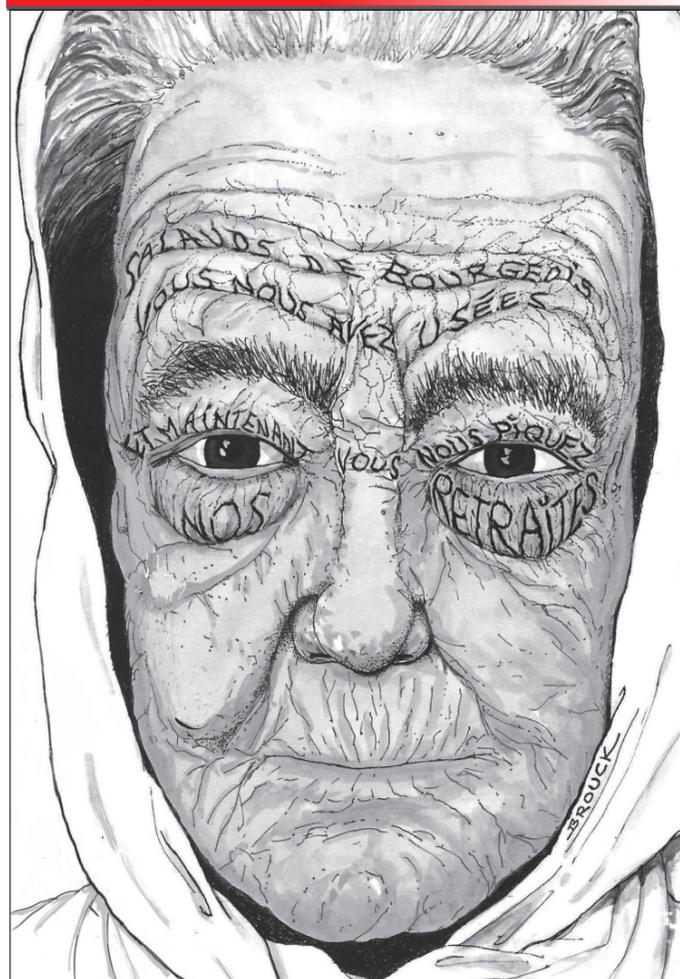
Instagram se fondent sur ce que les penseurs du capitalisme cognitif appellent le « capital immatériel », un terme contradictoire car ce type de formation repose sur les processus de formation de l'intelligence collective (incorporée dans le travail et non pas dans le capital). Sa valeur est donc fictive car elle ne correspond pas à une duplication de capital réel mais elle est déterminée par la fluctuation boursière. Le capitalisme cognitif est donc interprété comme « un processus de restructuration par lequel le capital tente d'absorber et de soumettre à sa logique, de manière parasitaire, les conditions collectives de la production des connaissances, en étouffant le potentiel d'émancipation inscrit dans la société du general intellect »<sup>5</sup>. Depuis le tournant des années 2000, la doctrine de la Silicon Valley se

fonde sur une application nouvelle de la notion schumpetérienne de « destruction créative » où l'appropriation de rentes d'innovation (assurées par le système des brevets, la définition stricte des droits de propriété et une faible fiscalité) permet de garantir les gains dans les périodes de transformation<sup>6</sup>. La transformation proposée par les GAFAM semble malheureusement être caractérisée par une surveillance et une marchandisation accrues des sphères de la communication, la création de nouvelles enclosures et de nouvelles rentes ainsi que la dégradation des conditions pour l'exercice critique du débat dans la sphère publique.

Hélène Marra

- 1 – Meta est la maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp.
- 2 – lemonde.fr, 20 janvier 2023.
- 3 – Le Digital Services Act (DSA) vise la régulation des contenus illicites et de la publicité et le Digital Market Act (DMA) concerne la régulation de la concurrence des GAFAM définies en tant que gatekeepers (contrôleurs d'accès aux services et aux marchés).
- 4 – Google dispose de multiples projets open source c'est-à-dire fondés sur le développement de logiciels avec les codes sources ouverts, accessibles et modifiables, censés favoriser l'innovation et la coopération au sein des communautés des développeurs/euses : [https://www.theregister.com/2023/01/27/google\\_open\\_source/](https://www.theregister.com/2023/01/27/google_open_source/)
- 5 – A. Negri & C. Vercellone (2008), « Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif », *Multitudes*, 32, 39-50 : <https://doi.org/10.3917/mult.032.0039>.
- 6 – C. Durand (2020), *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique*, La Découverte p. 40-41.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**LA PROPOSITION DE LOI « ANTI-SQUAT » INQUIÈTE LES ASSOCIATIONS.** Déposé par le député d'Eure-et-Loir Guillaume Kasbarian (Renaissance), le texte, adopté par les députés en décembre, et en discussion au Sénat mardi 31 janvier 2023, vise à « protéger les logements contre l'occupation illicite ». Il renforce la législation en faveur des propriétaires, en durcissant les pénalités contre les squatteurs. Mais il vise aussi les locataires qui ne paient pas leur loyer. Une quarantaine d'associations, de la Fondation Abbé-Pierre au Syndicat de la magistrature, s'inquiètent d'un texte présenté comme une loi « anti-squat ». En réalité, il fera de « toutes personnes en situation de précarité des délinquants en puissance », dénonce Ninon Overhoff, du Secours catholique. Elle décrit une loi « qui risque de précipiter des milliers de nouveaux ménages précaires dans la rue, industrialise les expulsions locatives, anéantit toute la procédure de prévention des expulsions et rend superfétatoire le rôle du juge ». [...] À l'Assemblée, les députés ont aussi ajouté un nouveau délit « d'occupation frauduleuse d'un local à usage d'habitation ou à usage économique », visant, outre le squat, les locataires qui resteraient dans leur logement après une condamnation en justice et un commandement de quitter les lieux. « Ils seraient passibles de six mois de prison et 7500 € d'amende. On n'a jamais vu ça », constate Manuel Domergue, à la Fondation Abbé-Pierre. [...] Les personnes qui occupent ces logements cherchent toutes à se mettre à l'abri de la violence de la rue, du froid de l'hiver, rappellent les représentants des associations. « Elles ne le font pas par plaisir », a insisté Matéo Bonaglia, du Syndicat des avocats de France. « Le squat, c'est le dernier recours avant la rue, explique aussi Giovanni, un sans-domicile fixe parisien. C'est aussi ce qui permet de continuer à travailler. » Le texte intervient dans un contexte d'inflation, alors que les impayés de loyers ont augmenté de 10 % au dernier trimestre 2022, insistent les associations. Or, a rappelé la Fondation Abbé-Pierre qui a mené une enquête sur le sujet : que deviennent les personnes expulsées ? « En moyenne, elles vivent onze mois d'errance résidentielle avant de retrouver un logement, et trois ans après, un tiers n'a pas trouvé à se reloger. » Carine Janin, Céline Brady, « Pourquoi la proposition de loi dite « anti-squat » inquiète les associations », *Ouest-France*, 29 janvier 2023.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**Tarif standard**

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43222554755  
Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)